

CONFLIT AU MOYEN-ORIENT

Les marchés énergétiques en ébullition

Le Moyen-Orient concentre environ 31 % de la production mondiale de pétrole et 18 % de celle de gaz naturel. Dans un tel contexte, toute escalade militaire dans la région provoque mécaniquement une onde de choc sur les marchés énergétiques mondiaux. Les événements survenus ces derniers jours autour du détroit d'Ormuz en apportent une nouvelle démonstration éclatante. Ce lundi 2 mars 2026, cette fébrilité se traduit par une hausse du baril de Brent qui s'affiche à 80 dollars, tandis que le prix du gaz naturel sur le marché de référence (TTF) grimpe à 46,9 euros le mégawattheure. P 3



675 PROJETS D'INVESTISSEMENT
ENGAGÉS POUR 138,7 MILLIARDS DA

La filière plastique et polymères en plein essor

La filière des plastiques et des polymères s'impose progressivement comme l'un des piliers de la diversification industrielle en Algérie. C'est dans cette perspective que l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), en coordination avec le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), a organisé un atelier thématique consacré à ce segment stratégique de l'industrie nationale.

P 2

ÉNERGIE, GÉOPOLITIQUE
ET ÉCONOMIE MONDIALE

L'Algérie au cœur des nouvelles recompositions énergétiques

Dans un contexte international marqué par de fortes tensions géopolitiques et par une compétition accrue autour des ressources énergétiques, l'énergie s'impose plus que jamais comme un levier central de puissance économique et d'influence stratégique pour les États. La transition énergétique mondiale, la sécurisation des approvisionnements et la recomposition des alliances internationales redessinent progressivement la carte énergétique globale.

P 3

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR-
FINANCES

Octroi du premier agrément à une société de capital-risque à caractère universitaire

Une étape majeure vient d'être franchie dans le processus de réforme de l'université algérienne et de son intégration dans la dynamique économique nationale. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, accompagné du ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a présidé, hier à Alger, la cérémonie de remise du premier agrément accordé en Algérie à une société de capital-risque à caractère universitaire. Cet agrément a été octroyé à la Société d'investissement financier de l'Université Alger 3.

P 5

AGENCE NATIONALE DES PRODUITS
PHARMACEUTIQUES

Inauguration d'une annexe à Constantine par le ministre

P 2

DÉMINÉRALISATION DE L'EAU AU SUD

Le projet d'une nouvelle station à Tindouf lancé

P 5

CONSTANTINE

Mise en service prochaine de trois nouveaux forages

P 4

SAIDAL- AGENCE
NATIONALE DES PRODUITS
PHARMACEUTIQUES
**Signature d'un
protocole d'accord**

Un protocole d'accord a été signé, hier, entre le Groupe Saidal et l'Agence Nationale des Produits Pharmaceutiques (ANPP) visant à mutualiser les efforts ainsi que les capacités matérielles et humaines pour dynamiser la recherche et l'innovation dans l'industrie pharmaceutique. L'accord a été signé en marge de l'inauguration de la nouvelle succursale régionale de l'Agence Nationale des Produits Pharmaceutiques à Constantine par le Ministre de l'Industrie Pharmaceutique, Dr. Ouacim Kouidri en présence du wali de Constantine Abdelkhalek Sayouda. Il a été signé par le Directeur Général du Groupe Saidal, le Professeur Mourad Belkhef et Monsieur Cherif Delih, Directeur Général de l'Agence Nationale des Produits Pharmaceutiques (ANPP). Ce partenariat intervient alors que l'antenne régionale de l'Agence vient de se doter d'un laboratoire de pharmacologie et de toxicologie. Cette unité spécialisée aura recours à l'expérimentation animale pour assurer le contrôle rigoureux des produits injectables, des médicaments issus des biotechnologies et des vaccins.

R E.

675 PROJETS D'INVESTISSEMENT ENGAGÉS POUR 138,7 MILLIARDS DA

La filière plastique et polymères en plein essor

La filière des plastiques et des polymères s'impose progressivement comme l'un des piliers de la diversification industrielle en Algérie. C'est dans cette perspective que l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), en coordination avec le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), a organisé un atelier thématique consacré à ce segment stratégique de l'industrie nationale.

Par Zahir R.

Présidée par le Directeur général de l'Agence, M. Omar Rekkache, et le président du Conseil, M. Kamel Moula, cette rencontre a réuni investisseurs publics et privés, opérateurs économiques et représentants de secteurs connexes, dans un cadre de concertation axé sur l'investissement productif à forte valeur ajoutée. S'inscrivant dans une série d'ateliers sectoriels, cette initiative vise à orienter l'investissement vers des filières à impact structurant sur les chaînes de valeur, capables de créer des emplois durables, de réduire les importations et de renforcer l'intégration industrielle. L'objectif affiché est de passer d'une logique de promotion générale à une ingénierie de projets sectoriels cohérente avec les priorités nationales de développement. Lors de son intervention, M. Rekkache a souligné que les importations de matières et

de produits plastiques ont atteint près de 2,98 milliards de dollars en 2025, mettant en évidence l'urgence de développer une production locale compétitive. Il a indiqué que 675 projets d'investissement ont été enregistrés dans la filière, pour un montant global de 138,7 milliards de dinars, avec une prévision de plus de 15 000 emplois directs. En effet, ces projets traduisent une dynamique ascendante, marquée notamment par l'enregistrement d'investissements directs étrangers et de partenariats avec des opérateurs locaux, confirmant l'attractivité de la filière. À ce jour, 51 projets sont déjà entrés en exploitation, tandis que plus de 240 autres ont atteint des stades avancés de réalisation, illustrant un passage effectif de l'intention à la production. Pour le DG de l'AAPI, ces indicateurs témoignent de l'entrée de l'Algérie dans une nouvelle phase de développement de l'industrie de transformation, fondée sur des investisse-

ments plus intégrés, plus compétitifs et orientés vers la souveraineté industrielle. De son côté, le président du CREA, Kamel Moula, a rappelé que la filière des plastiques et des polymères constitue une base transversale essentielle pour de nombreux secteurs, allant de l'agroalimentaire à l'industrie pharmaceutique, en passant par l'agriculture, l'automobile et le bâtiment. Il a également mis en avant les progrès réalisés par les entreprises nationales, désormais en mesure de couvrir une part significative des besoins du marché local. L'atelier a permis d'analyser l'ensemble de la chaîne de valeur, d'identifier les segments prioritaires et de proposer des recommandations opérationnelles visant à renforcer l'intégration locale, encourager le transfert de technologies et ouvrir de nouvelles perspectives à l'exportation. Autant d'axes qui positionnent la filière des plastiques et des polymères comme un levier central de la diversification économique et industrielle du pays.

AGENCE NATIONALE DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Inauguration d'une annexe à Constantine par le ministre

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Kouidri, a procédé, hier, dans la wilaya de Constantine, à l'inauguration d'une annexe de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP), ainsi que le lancement d'une nouvelle branche dédiée aux laboratoires d'expérimentation animale. S'inscrivant dans le cadre du renforcement des structures organisationnelles et scientifiques du secteur et de la consolidation des différentes étapes de la recherche, cette annexe, inaugurée à l'unité de voisinage UV 18 de la

circonscription administrative Ali Mendjeli (Sud Ouest de Constantine) constitue un appui technique destiné à accompagner les opérateurs et à garantir la conformité des produits pharmaceutiques aux normes scientifiques en vigueur. Par ailleurs, la mise en service de la branche des laboratoires d'expérimentation animale, implantée au sein de la même agence, représente un acquis stratégique visant à offrir un environnement approprié à la conduite des études précliniques selon les standards requis, d'après les explications fournies à

cette occasion. La mise en exploitation de ces deux structures s'inscrit, en outre, dans une orientation nationale visant à assurer le transfert technologique et la maîtrise de l'ensemble des maillons de la chaîne de production dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, notamment les phases précédant les essais cliniques, contribuant ainsi au renforcement des capacités de la recherche appliquée et à la réduction de la dépendance extérieure, selon les mêmes explications. Dans une déclaration à la presse, à l'issue d'une visite de travail au

cours de laquelle il a inspecté plusieurs établissements relevant du secteur dans la wilaya, le ministre a souligné que cette démarche "consacre la volonté de l'Etat de faire de la recherche scientifique et de l'innovation deux piliers essentiels du développement et de la création de valeur ajoutée", mettant en exergue que "la nouvelle vision de l'industrie pharmaceutique repose sur le passage d'une simple fabrication de médicaments à la conception de médicaments innovants et à la maîtrise de l'ensemble des maillons de la production". Il a

ajouté que les mutations sanitaires accélérées à l'échelle mondiale "imposent un investissement intensif dans la recherche et le développement, notamment dans les domaines de la virologie, des vaccins et des biotechnologies", précisant que les conventions conclues entre les centres de recherche et les secteurs de l'enseignement supérieur et de l'industrie pharmaceutique "visent à soutenir le développement de médicaments innovants susceptibles d'industrialiser et à renforcer les capacités de recherche préclinique". Synthèse R E.

SOCIÉTÉ DE GESTION DES PORTS DE PÊCHE ET DE PLAISANCE

Vers l'ouverture des espaces portuaires aux initiatives du CRA

La Société de gestion des ports de pêche et de plaisance (SGPP) s'apprête à conclure une convention de coopération avec le Croissant-Rouge algérien (CRA), prévoyant l'ouverture des espaces et structures portuaires relevant de la société pour accueillir les activités et initiatives humanitaires du CRA tout au long de l'année. La chargée de communication de la SGPP, Warda Bendris, a indiqué à l'APS, que la coopération entre les deux parties a débuté durant le mois de Ramadhan, dans le cadre de l'initia-

tive d'Iftar organisée au profit des jeunes de passage et des professionnels du secteur de la pêche, au niveau de la Pêcherie du Port d'Alger, où environ 1.000 repas sont servis quotidiennement, avec la contribution des bienfaiteurs, et ce, au titre du programme national de solidarité mis en œuvre par le Croissant-Rouge algérien à travers les différentes wilayas du pays. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts visant à ancrer l'esprit de solidarité durant le mois sacré et à soutenir les professionnels du secteur de la pêche à travers les différents ports, a-t-

elle ajouté. La SGPP, qui a débuté ses activités en 2019, est une filiale du Groupe Services portuaires (Serport). Elle est chargée de la gestion et de l'exploitation des ports de pêche et de plaisance de la côte algérienne, à savoir 46 structures, auxquelles s'ajouteront prochainement deux nouveaux ports de pêche à Annaba et Alger. De son côté, le représentant du CRA, Mohamed Ameziane, a précisé que l'initiative d'Iftar à la Pêcherie d'Alger s'inscrit dans le cadre d'une opération prévoyant l'ouverture de 439 restaurants de solidarité

durant le mois sacré à travers le territoire national, faisant état de la mobilisation de 1.400 volontaires, dont de nombreux étudiants, afin de servir les repas dans des conditions sanitaires adéquates, dans le respect des normes de sécurité et d'hygiène et avec un suivi assuré par des spécialistes des directions du commerce. D'autres activités sont programmées pour les prochains jours, dont l'organisation de sessions de formation aux premiers secours au profit des travailleurs de la SGPP, a fait savoir l'intervenant.

APS

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CONFLIT AU MOYEN-ORIENT

Les marchés énergétiques en ébullition

Le Moyen-Orient concentre environ 31 % de la production mondiale de pétrole et 18 % de celle de gaz naturel. Dans un tel contexte, toute escalade militaire dans la région provoque mécaniquement une onde de choc sur les marchés énergétiques mondiaux. Les événements survenus ces derniers jours autour du détroit d’Ormuz en apportent une nouvelle démonstration éclatante. Ce lundi 2 mars 2026, cette fébrilité se traduit par une hausse du baril de Brent qui s’affiche à 80 dollars, tandis que le prix du gaz naturel sur le marché de référence (TTF) grimpe à 46,9 euros le mégawattheure.

Par Selma R.

Les prix du pétrole ont bondi de plus de 9 %, poursuivant leur envolée pour la deuxième séance consécutive. Le Brent de la mer du Nord, référence internationale, a brièvement dépassé les 80 dollars le baril, atteignant 82,37 dollars en séance, avant de se stabiliser autour de 79 dollars. Le WTI américain a, lui aussi, grimpé de près de 9 %, s’approchant des 73 dollars le baril. Depuis le début de l’année, le Brent affiche une hausse supérieure à 19 %, traduisant l’intégration rapide d’une prime de risque géopolitique par les investisseurs. Au cœur des tensions, le détroit d’Ormuz, passage stratégique par lequel transite environ 20 % du pétrole consommé dans le monde, soit près de 20 millions de barils par jour. Les attaques et contre-attaques entre l’Iran, l’entité sioniste et les États-Unis ont perturbé le trafic maritime, provoquant ainsi un quasi-arrêt des traversées après la flambée des primes d’assurance. Plus de 200 navires, dont des pétroliers et des méthaniers, ont été signalés à l’arrêt ou en attente à l’extérieur du détroit, tandis que plusieurs navires ont subi des dommages. Le marché du gaz naturel est également en état de choc. Ce lundi, les prix européens ont bondi de plus de 45 %, marquant la plus forte progression en près de quatre ans. Le contrat de référence néerlandais TTF a grimpé à 46,19 euros par mégawattheure après l’annonce par QatarEnergy de l’arrêt total de la production à Ras Laffan, le plus grand complexe d’exportation de GNL au monde, suite à une attaque de drones. Cette interruption est sans précédent : l’usine de Ras Laffan fournit à elle seule environ un cinquième de l’offre mondiale de GNL. Le blocage est aggravé par une pa-

ralysie quasi totale du détroit d’Ormuz, où les pétroliers et méthaniers ont cessé de transiter. La situation est d’autant plus critique que la majorité des assureurs maritimes mondiaux ont annoncé qu’ils cesseraient de couvrir les risques de guerre dans le Golfe Persique dès ce jeudi, ce qui risque de stopper durablement les chargements dans toute la région. Le choc actuel est comparé par les experts, dont ceux de BloombergNEF et de l’Oxford Institute for EnergyStudies, à celui provoqué par l’invasion de l’Ukraine en 2022. En plus de l’arrêt qatari, la fermeture temporaire par l’Entité Sioniste de ses capacités de production, notamment le champ géant Leviathan, force des pays comme l’Égypte à chercher de nouvelles cargaisons de GNL en urgence, accentuant la pression sur une offre mondiale déjà exsangue. La tension s’étend également au secteur pétrochimique. Des infrastructures portuaires stratégiques aux Émirats arabes unis, au Koweït et à Oman ont été touchées ou perturbées. Le port de Jebel Ali, qui traite environ 65 % des exportations de polymères des pays du Conseil de coopération du Golfe et près d’un tiers des exportations pétrochimiques régionales, a été affecté par des incidents liés aux frappes. Le port de Shuaiba au Koweït, centre névralgique pour des complexes produisant près de 1,9 million de tonnes d’éthylène par an, a suspendu ses opérations à titre préventif. Ces perturbations font craindre une hausse des prix des matières premières pétrochimiques en Europe et en Asie, où l’approvisionnement dépend largement des flux du Golfe. Face à cette situation, l’Agence internationale de l’énergie a indiqué être en contact avec les principaux producteurs de la région afin de coordonner, si nécessaire, des libérations de stocks straté-

giques. Les pays de l’OCDE disposent en théorie de réserves équivalentes à 90 jours d’importations, mais celles-ci ne pourraient compenser qu’un choc temporaire. Les projections divergent quant à l’évolution des cours. Certains analystes estiment que le Brent pourrait évoluer entre 80 et 90 dollars dans les prochains jours, tandis que d’autres évoquent un scénario à 100 dollars en cas d’interruption prolongée des flux. Les prix du gaz pourraient, eux, doubler voire tripler si la crise s’installe. Dans ce contexte régional marqué par les risques de perturbations des flux énergétiques, l’Algérie se positionne pour accroître sa présence sur le marché mondial du gaz naturel liquéfié. Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », Alger se tient prête à réorienter des cargaisons de GNL vers quatre pays arabes importateurs, à savoir l’Égypte, le Koweït, la Jordanie et le Bahreïn, en cas de besoin urgent. Les autorités algériennes envisagent de renforcer leurs ventes sur le marché spot afin de tirer parti de la hausse attendue des prix et de la demande en Asie, en Europe et au Moyen-Orient. Des préparatifs opérationnels seraient déjà en cours pour augmenter le rythme de chargement dans les prochains jours, avec la possibilité de rediriger certaines expéditions vers des marchés arabes confrontés à des risques de pénurie. La situation est particulièrement sensible pour l’Égypte et la Jordanie, qui dépendent en partie du gaz en provenance de l’Entité Sioniste. Malgré un recul des exportations algériennes en janvier 2026, en baisse de 131 000 tonnes sur un mois, soit près de 23 %, les volumes demeurent supérieurs de 51 000 tonnes à ceux enregistrés un an plus tôt. Cette capacité disponible pourrait être mobilisée rapidement si la crise se prolonge.

BOURSES EUROPÉENNES

Les actions des grandes compagnies pétrolières bondissent

Les majors pétrolières ont fortement progressé lundi matin dans les premiers échanges sur les Bourses européennes, après une hausse des prix des hydrocarbures en raison du conflit au Moyen-Orient. Eni avançait de 3,53% à Milan, Shell de 5,32% et BP de 4,70% à Londres, Repsol grimpait de 4,29% à Madrid, TotalEnergies prenait 3,97% à la Bourse de Paris et Equinor s’envolait de 7,81% à Oslo. Cette envolée du cours des actions est la conséquence directe de la hausse des prix des hydrocarbures causée par les répercussions du conflit qui a éclaté au Moyen-Orient par les frappes américano-sionistes contre l’Iran. Lundi, le prix du baril évoluait au-delà des 80 dollars, le conflit faisant redouter des perturbations de l’offre de brut, alors que les investisseurs s’interrogent sur l’évolution de la crise.

APS

ÉNERGIE, GÉOPOLITIQUE ET ÉCONOMIE MONDIALE

L’Algérie au cœur des nouvelles recompositions énergétiques

Par Reda Hadi

Dans un contexte international marqué par de fortes tensions géopolitiques et par une compétition accrue autour des ressources énergétiques, l’énergie s’impose plus que jamais comme un levier central de puissance économique et d’influence stratégique pour les États. La transition énergétique mondiale, la sécurisation des approvisionnements et la re-composition des alliances internationales redessinent progressivement la carte énergétique globale. Dans ce paysage en mutation, l’Algérie apparaît comme un acteur stratégique capable de jouer un rôle déterminant, notamment grâce à ses ressources gazières et à ses projets d’infrastructures énergétiques d’envergure continentale. Ces questions ont été largement débattues lors d’une émission de l radio nationale, consacrée aux enjeux géopolitiques et économiques de l’énergie. Plusieurs experts, dont l’analyste en stratégie énergétique Mourad Preure, l’expert en énergie, Baghdad Mendouche, expert en énergie, ex-PDG d’une filiale de Sonatrach et Boukhalfa Yaïci, DG de Green Energy Cluster Algeria, ont analysé l’impact des tensions internationales sur les marchés énergétiques et les opportunités économiques qui pourraient en découler pour l’Algérie. Selon les experts invités, l’économie mon-

diale traverse actuellement une période d’incertitude profonde. Les tensions géopolitiques, notamment au Moyen-Orient, menacent l’équilibre fragile des marchés pétroliers et gaziers. Les frappes militaires dans la région du Golfe, en particulier contre l’Iran, ravivent les inquiétudes concernant la stabilité des approvisionnements énergétiques. Le détroit d’Ormuz constitue à cet égard un point névralgique du commerce mondial de l’énergie. Environ 20 millions de barils de pétrole y transitent chaque jour, soit près d’un tiers du commerce maritime mondial de brut. Toute perturbation dans cette zone stratégique pourrait provoquer une flambée des prix et affecter directement l’économie mondiale. Les experts rappellent que même en situation d’offre relativement abondante, les marchés pétroliers restent extrêmement sensibles aux risques géopolitiques. Une escalade militaire ou une fermeture partielle du détroit pourrait faire bondir les prix du baril bien au-delà des seuils actuels, certains scénarios évoquant même des niveaux dépassant les 150 dollars. Une telle hausse aurait des répercussions directes sur l’ensemble des économies mondiales, notamment en raison de l’impact du pétrole sur les coûts de production industrielle, les transports et l’inflation globale.

Au-delà du pétrole, le gaz naturel s’impose comme une ressource énergétique clé dans la transition énergétique mondiale. Les prévisions indiquent une croissance continue de la demande mondiale de gaz jusqu’à l’horizon 2050. Les experts citent notamment les analyses du Gas Exporting Countries Forum, selon lesquelles la consommation mondiale de gaz pourrait augmenter en moyenne de 2 % par an dans les prochaines décennies. Cette dynamique est notamment portée par les besoins croissants des économies asiatiques, mais également par la volonté de nombreux pays européens de réduire leur dépendance au charbon et au pétrole. Dans ce contexte, la volatilité des marchés énergétiques crée à la fois des risques et des opportunités pour les pays producteurs d’hydrocarbures situés en dehors des zones de conflit. Pour l’Algérie, cette conjoncture internationale pourrait représenter une opportunité économique majeure. En tant que producteur de pétrole et surtout de gaz naturel, le pays bénéficie directement de la hausse des prix sur les marchés internationaux. L’augmentation du prix du baril et celle du gaz se traduisent en effet par des recettes supplémentaires pour l’économie nationale, renforçant les capacités d’investissement de l’État dans les infrastructures, l’industrie et les programmes de diversifi-

cation économique. Mais au-delà de l’effet conjoncturel lié aux prix, l’Algérie mise surtout sur des projets structurants capables de renforcer durablement son rôle dans le système énergétique mondial. Parmi ces projets, le gazoduc transsaharien occupe une place centrale. Ce projet d’envergure vise à relier les importantes réserves gazières du Nigeria à l’Europe via le Niger et l’Algérie. Long de plus de 4000 kilomètres, ce pipeline pourrait transporter jusqu’à 30 milliards de mètres cubes de gaz par an vers les marchés européens. Il représente ainsi un projet stratégique pour la sécurité énergétique de l’Europe, mais également un levier majeur de développement économique pour les pays concernés. Pour l’Algérie, ce projet permettrait de consolider sa position de hub énergétique régional reliant l’Afrique à l’Europe. La construction et l’exploitation de cette infrastructure généreraient en effet des milliers d’emplois, encourageraient la création de PME locales et favoriseraient l’accès à l’énergie dans plusieurs régions encore peu électrifiées. Par ailleurs, ce projet pourrait contribuer à stabiliser économiquement certaines zones du Sahel en favorisant l’intégration économique régionale et en attirant des investissements dans les infrastructures.

CONSTANTINE
Mise en service
prochaine de trois
nouveaux forages

Trois nouveaux forages seront prochainement mis en service pour renforcer les capacités de la wilaya de Constantine en matière d'alimentation en eau potable (AEP), a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. Les nouveaux forages sont implantés dans les communes de Zighoud Youcef, d'El Khroub et d'Aïn Smara, selon les précisions fournies par la cellule de communication de la wilaya. Les nouvelles infrastructures s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés par les autorités locales pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable et améliorer la distribution à travers l'ensemble du territoire de la wilaya, a-t-on indiqué. Pour rappel, la wilaya de Constantine avait déjà bénéficié d'une importante opération portant sur la réalisation de cinq autres forages dans les communes de Hamma Bouziane, de Didouche Mourad et d'Ibn Ziad en vue de consolider les ressources hydriques locales et réduire les perturbations dans la distribution.

TÉLÉPHONIE MOBILE
Djezzy déploie son
réseau 5G dans18
wilayas

L'opérateur de téléphonie mobile, Djezzy, a annoncé, dimanche dans un communiqué, la mise en service de son réseau 5G dans 18 wilayas. "Conformément au cahier des charges, Djezzy a entamé, dès l'attribution de la licence en décembre dernier, le déploiement de son réseau 5G dans les 8 wilayas initialement prévues pour la 1ère année et qui sont: Alger, Oran, Constantine, Sétif, Skikda, Ouargla, Tlemcen et Blida", précise la même source. En plus de ces 8 wilayas, l'opérateur a décidé d'"anticiper le déploiement de son réseau 5G dans 10 autres wilayas, prévu pour la 2ème année, à savoir Timimoun, Mostaganem, Tizi Ouzou, Bejaïa, Annaba, Batna, Bordj Bou Arreridj, In Salah, Touggourt et Tindouf", est-il ajouté. A cette occasion, l'opérateur invite ses clients dans les wilayas couvertes à "souscrire au service 5G et à profiter d'un réseau très haut débit, offrant des performances adaptées à tous les usages numériques de la vie quotidienne". En outre, Djezzy informe ses clients, présents et futurs, de la poursuite de déploiement de ce réseau, de "manière progressive parallèlement à l'extension graduelle de la couverture sur le territoire national".

HYDRAULIQUE
Vers l’implication des Start-ups
et Micro-Entreprises

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, et le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nouredine Ouadah, ont examiné, avant-hier à Alger, les moyens de renforcer la coopération avec les start-up et les micro-entreprises dans les domaines liés au secteur de l'hydraulique, indique un communiqué du ministère de l'Hydraulique. La séance de travail, tenue au siège du ministère, a été consacrée à l'examen des perspectives d'implication des start-up et des micro-entreprises dans la réalisation d'ouvrages hydrauliques, la fabrication d'équipements hydrauliques, la prestation de services et le développement de technologies d'économie de l'eau, précise la même source. Lors de cette rencontre, qui a réuni des cadres des deux ministères et des représentants de start-up et de micro-entreprises opérant dans le domaine de l'hy-

draulique, les discussions ont porté sur les moyens de renforcer le partenariat entre le secteur de l'hydraulique et celui de l'Economie de la connaissance, en vue de promouvoir l'investissement dans l'industrie et la production de matériels et d'équipements d'hydraulique, afin d'augmenter le volume de la production nationale, de poursuivre la rationalisation des dépenses publiques et de réduire la facture d'importation dans ce domaine. A cette occasion, M. Derbal a souligné «la disposition du secteur à accompagner les chefs d'entreprises nationales souhaitant se lancer dans la production de matériels et d'équipements hydrauliques, un domaine qui connaît un déficit au niveau local», tout en encourageant l'investissement dans des technologies innovantes permettant d'économiser l'eau et d'assurer la durabilité des ressources hydriques. Pour sa part, M. Ouadah a estimé que

cette rencontre constitue une opportunité pour «faire connaître les potentialités du secteur de l'hydraulique aux start-up et aux micro-entreprises», afin qu'elles puissent proposer des services qui répondent aux exigences du moment. Dans ce cadre, les deux parties sont convenues de mettre en place un groupe de travail conjoint chargé de coordonner entre les différents acteurs et d'identifier les domaines de coopération prioritaires, tout en permettant aux entreprises concernées de se rapprocher des organismes et établissements relevant du secteur de l'hydraulique pour mieux cerner leurs besoins. Au terme de la rencontre, les deux ministres ont réaffirmé leur soutien aux start-up et aux micro-entreprises, ainsi que leur disposition à les accompagner au service du développement national.

R E.

TRAVAUX PUBLICS
Le ministre inspecte un tronçon de l’autoroute Est-Ouest à Aïn Defla

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui a effectué, dimanche à Aïn Defla, une sortie de terrain au cours de laquelle il a inspecté un tronçon classé "point noir" de l'autoroute Est-Ouest, dans sa partie reliant les localités d'Ouled Berahma

(commune de Zeddine) et El Hadjaj (commune de Tiberkanine), sur une distance de 20 km, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette visite, précise la même source, un exposé technique détaillé sur les résultats de l'étude d'expertise ordonnée par le ministre concernant ce tronçon a été présenté, comportant un diagnostic de l'état de la route, une analyse des causes des dysfonctionnements enregistrés, ainsi que les solutions proposées en vue de l'inscription d'une opération de maintenance et de réhabilitation. La route concernée s'inscrit dans le cadre d'une étude d'expertise relative à la maintenance et au renforcement de l'autoroute Est-Ouest, dans son tronçon reliant Tessala El Merdja aux limites ouest de la wilaya de Chlef, sur une distance de 215 km.

En marge de cette sortie, le ministre a visité l'Institut national des travaux publics et des infrastructures de base d'Aïn Defla, où il a souligné la nécessité de doter l'institut des équipements et matériels nécessaires afin de lui permettre d'accomplir ses missions dans les meilleures conditions. Il a également donné des instructions pour l'intégration de la spécialité des infrastructures de base dans le système de formation de l'institut, affirmant que cet établissement s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités de formation du secteur, aux côtés de l'Ecole supérieure de management des travaux publics de Sidi Abdellah et de l'Ecole des métiers des travaux publics de la wilaya de Djelfa, selon le communiqué.

APS

MONNAIES
Le dollar et le franc
suisse s’affichent en
nette hausse

Le dollar et le franc suisse s'affichent en nette hausse dimanche, soutenus par leur statut de valeur refuge en pleine turbulences géopolitiques. Vers 22H00 GMT, la devise américaine reprenait 0,37% à l'euro, à 1,1768 dollar pour un euro. Elle se renforçait aussi de 0,54% par rapport à la livre sterling, à 1,3409 dollar. La monnaie helvétique gagnait elle 0,57% face à l'euro, à 0,9034 franc suisse pour un euro. Le marché des devises a repris ses activités à 18H00 GMT après sa pause hebdomadaire. C'est le premier d'ampleur dans ce cas: les cotations du pétrole et de l'or doivent redémarrer à 23H00 GMT dimanche. Les analystes s'attendent à une forte hausse des cours. L'or pourrait lui remplir son statut de valeur refuge et se rapprocher de ses sommets historiques, à plus de 5.500 dollars l'once (31,1 g). Les marchés boursiers asiatiques débiteront leur semaine à partir de 1H30 GMT, suivis de ceux en Europe et encore plus tard Wall Street.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 01 مارس 2026 الموافق لـ 11 رمضان 1447
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 01 Mars 2026 (11 ramadan 1447)

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹		المنتجات
DA / Kg			دج / كلف		
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	66	75	57	البطاطا
	Tomate	81	93	70	الطماطم
	Oignon sec	76	84	69	البصل الجاف
	Ail sec	978	1063	893	الثوم الجاف
	Carotte	91	103	79	الجزر
	Navet	107	118	96	الملفت
	Choux fleur	119	133	105	قرنبيط
	Choux	93	105	80	الكرنب
	Courgette	124	137	111	الكوسة
	Haricot vert	491	524	458	الفاصولياء الخضراء
Laitue	199	216	181	الخس	
Fruits frais	Mandarine	204	243	166	المندرين
	Orange	164	199	128	البرتقال
	Citron	148	168	128	الليمون
	Pomme locale	410	493	326	التفاح المحلي
	Datte	511	648	375	التمر
	Banane	490	512	468	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1947	2096	1797	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	414	426	402	الدجاج
	Œufs (Unité)	19	20	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-14,87	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,00	-0,73	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 502,00	2502,00	0,00	0,03	1,70	6,65	6,39	1225	3 064 950,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 249,00	2247,00	-0,09	-0,95	-0,89	10,72	5,56	2000	4 494 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,87	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,81	3,97	5,00	0	0,00

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR-FINANCES

Octroi du premier agrément à une société de capital-risque à caractère universitaire

Une étape majeure vient d’être franchie dans le processus de réforme de l’université algérienne et de son intégration dans la dynamique économique nationale. Le ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, accompagné du ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a présidé, hier à Alger, la cérémonie de remise du premier agrément accordé en Algérie à une société de capital-risque à caractère universitaire. Cet agrément a été octroyé à la Société d’investissement financier de l’Université Alger 3.

Synthèse Z R/APS

Dans son allocution, le ministre de l’Enseignement supérieur a souligné la portée stratégique de cet événement, qualifié de première nationale. Il a précisé qu’il s’inscrit pleinement dans le processus de réforme de l’université algérienne et marque une avancée décisive dans la transformation de l’institution universitaire en un acteur économique à part entière. Il s’agit, a-t-il expliqué, du premier agrément délivré par la Commission d’organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) à une institution universitaire, sous la forme d’une société de capital-risque, parallèlement à l’organisation d’un fonds de fonds. Selon M. Baddari, cette réalisation traduit l’engagement du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur de la réforme du système universitaire et du renforcement de son rôle économique, en permettant à l’université de contribuer directement au financement du développement et à la création de valeur. De son côté, le ministre des Finances a salué une initiative

pionnière qui consacre l’entrée de l’université dans le domaine de l’investissement financier. Il a estimé que cette démarche inédite reflète une transformation qualitative du rôle de l’université, désormais appelée à devenir un partenaire clé dans la dynamique du développement économique. Il a également souligné que cette expérience constitue un appui concret au développement du marché financier national et à la diffusion de la culture de l’initiative et de l’investissement, tout en mettant en avant la maturité des compétences nationales. Pour sa part, le président de la COSOB, Youcef Bouznada, a indiqué que cet agrément représente une étape cruciale dans le cadre des réformes profondes engagées par l’État. Il a affirmé que la commission poursuit ses efforts pour parachever l’arsenal juridique et réglementaire nécessaire à la modernisation du marché financier, dans l’objectif de garantir la transparence, de protéger les investisseurs et de renforcer la confiance dans le climat des affaires. Le recteur de l’Université Alger 3, Khaled Rouaksi, a pour sa part indiqué que cette initiative constitue

une étape qualitative vers la mise en place d’un réseau national de fonds de capital-risque universitaires, capable d’accompagner et de financer les projets innovants issus du milieu académique. Un communiqué conjoint a été publié à l’issue de la cérémonie, annonçant l’octroi officiel du premier agrément à une société d’investissement à capital-risque à caractère universitaire, dotée d’un capital de 188,8 millions de dinars. Cette démarche inédite intervient à la suite de la promulgation du cadre réglementaire relatif aux organismes de placement collectif à capital-risque, traduisant l’orientation de l’État vers la construction d’une économie fondée sur la connaissance et l’innovation. La société nouvellement agréée devrait également assurer le rôle de fonds de fonds, en investissant aux côtés des fonds universitaires créés et en supervisant leur gestion. Cette approche vise à coordonner les efforts, mobiliser les ressources financières disponibles et renforcer la complémentarité entre les différents acteurs de l’écosystème de l’innovation universitaire.

TRAVAIL, EMPLOI ET SÉCURITÉ SOCIALE
Le ministre préside une réunion de coordination

Le ministre du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a présidé, avant-hier à Alger, une réunion de coordination consacrée à l’évaluation de l’état d’avancement de l’exécution des programmes et projets relevant du secteur, indique un communiqué du ministère. Lors de cette réunion, qui a regroupé des cadres de l’administration centrale, il a été procédé à la présentation du bilan des activités des différentes structures centrales pour la période allant du 3 au 28 février, dans les domaines du travail, de l’emploi et de la sécurité sociale. La réunion a également permis d’évaluer l’état d’avancement de l’exécution des programmes et projets, outre le suivi de la concrétisation des instructions données lors des réunions précédentes, précise la même source. Dans ce cadre, le ministre a souligné que "la phase actuelle impose davantage de discipline, d’efficacité et de clairvoyance, ainsi qu’un travail fondé sur une approche mesurable, évaluable, et axée sur les résultats". Il a, en outre, insisté sur la nécessité "d’accélérer l’achèvement des projets et programmes en suspens, selon un calendrier précis et contraignant", avec "la définition des responsabilités de chaque partie notamment des les manquements enregistrés". M. Saihi a également mis l’accent sur "la garantie de l’accès des usagers à l’ensemble de leurs droits dans les meilleurs délais", ainsi que sur "la consécration de la continuité des services, sans interruption ni retard injustifié". A ce titre, toutes les structures relevant des organismes placés sous tutelle "sont tenues d’accomplir pleinement la mission pour laquelle elles ont été créées, dans le respect des principes de neutralité et d’efficacité, sans aucun manquement au devoir du service public", a-t-il souligné, insistant sur la nécessité de "poursuivre le soutien au processus de numérisation et de développer les services à distance, afin de garantir la simplification des procédures, la réduction des délais et l’amélioration de la qualité des prestations". "Aucune indulgence n’est accordée à tout comportement qui porte atteinte aux intérêts des citoyens ou nuit à l’image du service public", a-t-il assuré. Afin d’assurer un suivi rigoureux des activités des organismes et établissements sous tutelle et de vérifier leur engagement quant aux objectifs et programmes inscrits dans la feuille de route élaborée à cet effet, M. Saihi a instruit les cadres chargés de la modernisation "d’instaurer un tableau de bord central, mis à jour périodiquement, comprenant des indicateurs précis pour mesurer les taux de réalisation, les délais de traitement des dossiers, le niveau de satisfaction des usagers, ainsi que la situation financière, de manière à permettre la prise de décision en temps voulu et le traitement immédiat des dysfonctionnements". Il a, en outre, insisté sur "le renforcement des mécanismes de contrôle et d’évaluation périodique, l’ancrage de la culture de la reddition des comptes et la consécration du lien entre responsabilité et obligation de rendre des comptes", selon le communiqué.

APS

DÉMINÉRALISATION DE L'EAU AU SUD

Le projet d’une nouvelle station à Tindouf lancé

Par Selma R.

En visite de travail et d’inspection dans la wilaya de Tindouf, le ministre de l’Hydraulique, Taha Derbal, a procédé au lancement des travaux de réalisation d’une nouvelle station de déminéralisation d’une capacité de 10 000 mètres cubes par jour. Ce projet vise à améliorer durablement la qualité de l’eau distribuée aux habitants et à répondre aux contraintes liées à la forte minéralisation des ressources hydriques dans cette région du Sud. Cette infrastructure s’inscrit dans le cadre des instructions du président de la République, qui a ordonné la réalisation de deux stations de déminéralisation dans les wilayas de Tindouf et de Tamanrasset afin de garantir une eau conforme aux normes et adaptée aux spécificités hydrogéologiques locales. À Tindouf, le nouveau projet est

complété par l’extension de l’ancienne station, dont la capacité passera de 15 000 à 20 000 mètres cubes par jour. À terme, la capacité globale de production atteindra ainsi 30 000 mètres cubes quotidiens, un volume appelé à couvrir la demande croissante et à réduire les désagréments liés à la salinité de l’eau. S’exprimant à cette occasion, le ministre a souligné que « l’amélioration de la qualité de l’eau est une priorité absolue. Nous œuvrons à garantir aux citoyens un service public fiable et conforme aux standards techniques en vigueur ». Il a également insisté sur la nécessité de respecter scrupuleusement les délais de réalisation et les normes de qualité. « Ces projets structurants seront réalisés par des entreprises nationales disposant de l’expertise et des compétences requises. Nous veillerons personnellement au respect des engagements pris, tant en matière

de qualité que de délais », a-t-il affirmé, rappelant que la sécurité hydrique constitue un pilier du développement local. Au-delà de l’amélioration de l’alimentation en eau potable, ces investissements visent à accompagner la dynamique économique de cette wilaya stratégique du Grand Sud. Pour le ministre, « assurer une eau de qualité, c’est aussi soutenir l’attractivité du territoire et créer les conditions d’un développement durable ». Ce programme s’inscrit dans une démarche nationale plus large. Pour rappel, TahaDerbal a procédé, jeudi dernier, au lancement des travaux d’une seconde station de déminéralisation à In Salah, dans le cadre du renforcement du transfert d’eau vers Tamanrasset. Initié sur instruction du président de la République, ce projet d’envergure prévoit une capacité de production de 60 000 m³ par jour afin de remédier à la forte salinité des eaux lo-

cales et de garantir une meilleure qualité de l’eau aux habitants d’In Salah. Au-delà de la consommation locale, cette installation joue un rôle central dans le dispositif de transfert hydraulique vers Tamanrasset, distante de 750 kilomètres. Elle contribuera à atteindre l’objectif de transporter quotidiennement 100 000 m³ d’eau potable vers cette wilaya, consolidant ainsi la sécurisation de la ressource hydrique dans l’extrême Sud du pays. Confié à des entreprises nationales spécialisées, le projet devra être réalisé dans un délai de 13 mois. À travers ces différentes opérations, les autorités entendent renforcer durablement le réseau d’alimentation en eau potable, améliorer la qualité du service public et soutenir la dynamique socioéconomique des wilayas du Sud, dans le cadre d’une vision nationale de modernisation et de sécurisation des infrastructures hydrauliques.

PROJET DE DOUBLEMENT DE LA ROUTE ENTRE MILA ET L'AUTOROUTE EST-OUEST

Réception avant la fin du 1er semestre 2026 de la 2ème tranche

La deuxième tranche du projet de doublement de la route entre Mila et l'autoroute Est-ouest sera réceptionnée « avant la fin du 1er semestre de l'année en cours 2026 », à-on informé dimanche auprès du directeur des travaux publics, Rabah Sari. Dans ses explications présentées au wali, Fayçal Amrouche lors de son inspection des travaux de cette tranche sur 10,4 km de la commune de Sidi Khe-lifa en allant vers le chef lieu de wilaya, le même responsable a précisé que les travaux qui « se déroulent à très bon rythme » ont atteint 85 %. Les travaux de l'ensemble des lots de cette tranche dont l'auto-risation programme est estimée à 5 milliards DA seront terminés « avant la fin du 1er semestre de cette année », selon la même source. Dans une déclaration à la presse, le wali a indiqué que les services de la wilaya de Mila travaillent pour l'inscription au titre du programme 2026 de la troisième et dernière tranche du projet de doublement de cette route entre Mila et l'autoroute Est-ouest. Durant 2025, la première tranche de ce projet s'étendant sur 16,2 km de la commune de Sidi Khelifa à l'échangeur de l'autoroute dans la commune d'Oued Athmania a été mise en service le 5 juillet passé, rap-pelle-t-on.

OUM EL BOUAGHI Plus de 700 foyers de nombre de mechtas de Ksar Sbahi raccordés au réseau d'AEP

Plus de 700 foyers de nom-bre de mechtas de la commune de Ksar Sbahi dans la wilaya d'Oum El Bou-aghghi ont été raccordés au réseau d'approvisionnement en eau potable (AEP), à-on avisé di-manche auprès de la direction de l'hydraulique. Ces foyers, au nombre de 723, se répartissent sur les mechtas de Guettar, Ain Zeghad, Bou-douhe et une partie de la mechta de Kherachiche, a pré-cisé le chef du service AEP de cette direction, Lakhdar Mes-saad. La même source a précisé qu'une enveloppe financière de 41 millions DA a été dérogée du Fonds de solidarité et de ga-rantie des collectivités locales et du programme sectoriel pour la réalisation de ces projets. Il a été ainsi réalisé à la réalisa-tion d'un forage d'un débit de 12 litres/seconde, d'une station de pompage (50 m3), de canalisa-tions de transfert de 4 km en plus de la réhabilitation d'une ancienne station de pompage (40 m3), selon la même source. R.R

MOSTAGANEM

Cinq opérations pour renforcer la campagne de lutte contre les incendies de forêts

Le secteur des forêts de la wilaya de Mostaganem a passé cinq nouvelles opérations de développement destinées à renforcer la campagne de lutte contre les incendies de forêts pour l'année 2026, a indiqué, dimanche, un communiqué des services de la wilaya.

La même source a précisé que ces opérations, financées dans le cadre du programme d'investissement du secteur et du budget de la wilaya, permettront l'aménagement et l'ouverture de 21 km de pistes forestières, la réalisation de tranchées pare-feu sur une superficie de 31 hectares ainsi que le nettoyage du cou-vert forestier sur une superficie totale esti-mée à 140 hectares. Le programme comprend également

l'aménagement de cinq postes de vigie et la mise en service de deux points d'eau afin de faciliter les interventions et les opéra-tions d'extinction, ajoute la même source. Ces opérations viennent s'ajouter au pro-gramme d'investissement de l'année 2025, qui a donné lieu à l'ouverture et à l'aména-gement de plus de 50 km de pistes fores-tières dans différentes zones, précise-t-on. Pour rappel, la Conservation des forêts de la wilaya a enregistré, lors de la campagne

précédente, cinq incendies répartis sur quatre communes, ayant entraîné la des-truction de plus de 25 hectares, soit une baisse relative par rapport à la campagne 2024 qui avait connu 11 incendies ayant ravagé plus de 38 hectares. La Conservation des forêts explique ce bi-lan positif, notamment par l'efficacité des mesures préventives adoptées, conclu-on de même source.

APS

TIMIMOUN

Sonelgaz arrête un plan d'action pour améliorer le réseau d'électricité en prévision de l'été

La société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonel-gaz) a arrêté un plan d'action dans la wilaya de Timimoun pour améliorer le réseau d'électricité en prévision de la saison estivale 2026, à-on informé dimanche de ses responsables. Le directeur de Sonelgaz-Timi-moun, Ahmed Benyoucef, a indiqué que le programme s'appuie sur plu-sieurs volets, dont la maintenance

du réseau détérioré, l'accélération de la mise en service des nouveaux projets, et le développement du ré-seau de transport et de distribution pour améliorer le service public. Parmi ces opérations, il a cité 23 transformateurs, dont 11 ont déjà été mis en service, et 166 km de lignes, dont 78 déjà mises en ex-ploitation. Le même responsable a fait état de l'acquisition et la mise en service de

quatre (4) générateurs au niveau de la centrale de la commune de Talmine, la mise en exploitation de 60 kilovolts sur la ligne Tinerkouk-Timimoun, en plus de projets en cours pour la réalisation d'une ligne de 220 kilovolts sur l'axe Talmine-Kabertène et de 60 kilovolts sur l'axe Kabertène -Cherouine. Un autre projet, actuellement à l'étude, concerne le renforcement de la centrale de Timimoun avec un

transformateur de 40 mégawatts. Ces projets s'inscrivent dans le ca-dre de l'amélioration du service pu-blic en matière de distribution de l'électricité pendant la période esti-vale, et la finalisation et l'équipe-ment de l'ensemble des transforma-teurs, pour une meilleure interven-tion en cas de perturbation sur le réseau, a souligné M. Benyoucef.

APS

TISSEMSILT

Formation de plus de 3.300 secouristes bénévoles

Une enveloppe financière de 424 millions DA a été dérogée pour la réalisation de travaux d'amélioration urbaine au centre-ville de Sé-tif pour en assurer la réhabilitation et l'amélioration de son attractivité, à-on informé dimanche des ser-vices de la wilaya. Selon la même source, les travaux prévus se divi-

sent en deux lots dont la première porte sur la ré-novation du réseau d'assainissement pour 269 millions DA et la seconde sur l'aménagement des routes et trottoirs et la rénovation du réseau d'eau potable pour 155 millions DA. L'opération est appelée à améliorer le cadre de vie, faciliter la mobilité des citoyens et traiter les

dysfonctionnements liés aux réseaux d'eau pota-ble et d'assainissement, selon la même source. Le projet qui sera « reçu au cours du deuxième semestre 2026 » devra avoir un impact positif sur l'image de la ville et son attractivité aux touristes et à l'investissement, à-t-on indiqué.

APS

SÉTIF

Plus de 400 millions DA pour les travaux d'amélioration urbaine au chef-lieu de wilaya

Une enveloppe financière de 424 millions DA a été dérogée pour la réalisation de travaux d'amélioration urbaine au centre-ville de Sé-tif pour en assurer la réhabilitation et l'amélioration de son attractivité, à-on informé dimanche des ser-vices de la wilaya. Selon la même source, les travaux prévus se divi-sent en deux lots dont la première porte sur la ré-

novation du réseau d'assainissement pour 269 millions DA et la seconde sur l'aménagement des routes et trottoirs et la rénovation du réseau d'eau potable pour 155 millions DA. L'opération est appelée à améliorer le cadre de vie, faciliter la mobilité des citoyens et traiter les dysfonctionnements liés aux réseaux d'eau pota-ble et d'assainissement, selon la même source.

Le projet qui sera « reçu au cours du deuxième semestre 2026 » devra avoir un impact positif sur l'image de la ville et son attractivité aux touristes et à l'investissement, à-t-on indiqué.

APS

BATNA

6.000 m3 supplémentaires distribués depuis le début de Ramadhan à partir du barrage de Koudiet Lemdouar

La quantité d'eau potable distribuée depuis le barrage de Koudiet Lem-douar de Timgad (Batna) a été aug-mentée de 6.000 m3 supplémentaires de-puis le début de Ramadhan, à-on informé dimanche auprès de l'unité locale de l'Algé-rienne des eaux (ADE). Cette augmenta-tion porte ainsi à 76.000 m3 les quantités d'eau distribuées quotidiennement depuis ce barrage vers les communes qui en sont alimentées, a précisé le directeur de l'unité, Mohamed Bouchaaour. Cette mesure vient répondre aux besoins

des citoyens en eau potable, selon le même responsable qui a indiqué qu'un pro-gramme « spécial Ramadhan » a été tracé et porte sur la distribution de l'eau durant la période de 15h00 à minuit. Deux nouveaux fourrages ont été mis en service dans les communes d'Ain Touta et de Béni Fedhala et six autres seront exploi-tés par l'ADE durant le mois en cours dans d'autres communes au titre d'une opération supervisée par la direction de l'hydrau-lique, a ajouté M. Bouchaaour. L'opération vise à améliorer le service pu-

blic assuré aux citoyens en la matière et la préparation de la saison estivale, selon le même responsable qui a fait état de la poursuite des interventions de réparation des fuites et la mise en service d'une ligne téléphonique verte pour le signalement des fuites et l'intervention rapide. L'ADE assure à Batna la distribution de l'eau dans 28 des 61 communes de la wilaya et mobilise des camions citernes pour ap-provisionner certaines communes confron-tées à des perturbations, rappelle-t-on.

APS

Les entreprises américaines se préparent à tirer profit d'un changement de régime à Cuba

Dans la perspective d'un éventuel changement de régime à Cuba, les entreprises américaines voient là une occasion de récupérer les actifs perdus lors des confiscations révolutionnaires il y a plusieurs décennies. La Cour suprême, sous la pression de l'administration Trump, pourrait bientôt leur ouvrir la voie.

1^{ère} partie

Par Blake Burdge (*)

Dans son mémoire, le gouvernement a insisté sur le fait qu'il avait des intérêts « impérieux » et « primordiaux » en matière de politique étrangère pour garantir que les ressortissants américains reçoivent une indemnisation, citant une note de service de Trump datée de janvier 2025 intitulée « Rétablir une politique ferme entre les États-Unis et Cuba. » Ce qu'il n'explique pas, cependant, c'est comment les tribunaux pourraient faire appliquer les jugements rendus à l'encontre des entreprises cubaines concernées, à moins d'un changement de régime. « Vous avez votre jugement Helms-Burton, mais où allez-vous l'exécuter ? », a déclaré Muse. « Il n'y a pas d'actifs cubains aux États-Unis sur lesquels s'appuyer pour l'exécuter. »

Havana Docks et la fiction des biens volés

Le jour même où la Cour suprême a accepté d'entendre l'affaire Exxon, elle a également accepté d'entendre le procès intenté par Havana Docks Corporation contre quatre compagnies de croisière basées aux États-Unis. La société basée dans le Kentucky réclame 439 millions de dollars aux opérateurs de croisière Carnival, Royal Caribbean, MSC Cruises et Norwegian pour des dommages présumés subis entre 2016 et 2019, lorsque le président Barack Obama a retiré Cuba d'une liste de pays jugés comme ayant une sécurité portuaire insuffisante pour permettre aux croisiéristes basés aux États-Unis de s'y arrêter. Havana Docks fait valoir qu'elle détient depuis longtemps une concession pour un terminal et des quais nationalisés depuis longtemps, utilisés à l'époque par les opérateurs de croisière pour l'embarquement et le débarquement des passagers. En 1904, le président cubain Tomás Estrada Palma a accordé à la Compañía del Puerto, prédécesseur de la Havana Docks Corporation, une concession de travaux publics pour la construction d'un quai sur la jetée publique de San Francisco à La Havane. Selon le décret 467, la concession était explicitement destinée à des fins publiques et uniquement au chargement et au déchargement de marchandises. Malgré les revendications actuelles de Havana Dock, Compañía del Puerto n'a jamais été autorisée à offrir des services de transport de passagers sur ce quai. La durée initiale du bail était de cinquante ans à compter de 1905. Le bail a ensuite été prolongé à quatre-vingt-dix-neuf ans, avec une date d'expiration fixée à 2004. La loi cubaine sur les ports stipule clairement que les ports sont des biens publics et que le public dispose d'un « droit fondamental à l'utilisation du littoral maritime », qui comprend le droit spécifique d'embarquer et de débarquer des passagers. Selon l'expert juridique Ambar Diaz, dans un

rapport rédigé pour la Cour suprême à la demande des compagnies de croisière, les droits de Havana Docks ont toujours été subordonnés à la propriété de l'État, aux droits publics et à une concession non exclusive, ce qui signifie que le bail de la société aurait pu être résilié à tout moment, y compris par expropriation, si l'État avait estimé que les besoins publics l'exigeaient. Havana Docks soutient toutefois que son bail expiré reste considéré comme une expropriation par le gouvernement cubain. Derrière le litige de Havana Docks Corporation se cache une vaste campagne de lobbying menée par Mickael Behn, héritier de l'International Telephone and Telegraph Corporation (ITT) basé à Londres. Sous la direction de Sosthenes Behn, l'entreprise est devenue un empire mondial des télécommunications dans les années 1930. Ce dernier a su tirer parti de ses relations et se rapprocher des dirigeants des régimes de Franco et d'Hitler, tout en versant des pots-de-vin aux responsables cubains sous Batista. En 1917, Sosthenes a fondé la Havana Docks Corporation et a obtenu la concession de la Compañía del Puerto pour exploiter le chargement et le déchargement de marchandises sur les quais de La Havane. Aujourd'hui, Mickael, le petit-fils de Sosthenes, détient avec ses deux cousins français la majorité des actions de Havana Docks. Un petit groupe d'actionnaires, dont Warren Buffett, détient le reste. Behn s'est associé à Javier Garcia-Bengochea, un Cubano-Américain qui affirme détenir plus de 82 % des propriétés commerciales du front de mer utilisées par les opérateurs de croisière après la légalisation des voyages à Cuba par Obama. Seuls 32,5 % des intérêts de Garcia-Bengochea ont été certifiés par l'International Claims Settlement Act (loi sur le règlement des réclamations internationales) ; les 50 % restants n'ont jamais été certifiés. En 2018, Behn et Javier Garcia-Bengochea, autre plaignant au titre du chapitre III, ont lancé une campagne publique de dénigrement visant à dissuader les touristes américains de faire des croisières à Cuba, en installant des panneaux d'affichage à travers Miami et en diffusant des publicités à la radio pour établir un lien entre l'armée cubaine et les opérateurs de croisières basés aux États-Unis. Behn et ses associés ont mené cette campagne publicitaire avec l'aide du Cuban Democratic Directorate, une organisation non gouvernementale basée à Miami qui a reçu plus de 3 millions de dollars de subventions fédérales américaines pour « promouvoir la liberté d'information » à Cuba. Behn et Garcia-Bengochea ont indirectement fait pression sur la première administration Trump en 2018 pour qu'elle active le titre III de la loi Helms-Burton avec l'aide de l'ancien diplomate américain Otto Reich (célèbre pour son rôle dans le scandale Iran-Contra), de l'ancien conseiller à la sécurité nationale John Bolton et du cabinet de lobbying Cormac Group, basé à Washington. Le cabinet de lobbying a or-

ganisé des « cafés à 10 000 dollars » [Cette expression, rebaptisée ensuite 10 000 heures de pratique, mentionne un type de séminaire censé être le plus efficace pour développer les talents et former des experts, NdT] pour Behn et Garcia-Bengochea avec le sénateur Rubio et le gouverneur Rick Scott afin de demander à Trump d'appliquer les titres III et IV de la loi Helms-Burton. Le 17 avril 2019, l'administration Trump a annoncé l'activation du Titre III. Moins de deux mois plus tard, l'administration a suspendu les croisières à destination de Cuba et mis fin à la catégorie de visa « people-to-people » qui permettait aux citoyens américains de se rendre à Cuba en tant que touristes. Behn et Garcia-Bengochea ont ouvertement attribué le succès de la mise en œuvre du Titre III et de la politique restrictive américaine en matière de voyages à Cuba à leurs efforts de lobbying. « Nous avons réussi à rassembler nos ressources et à les mettre en commun, puis à établir le contact avec l'administration Trump pour faire adopter le Titre III », a déclaré Garcia-Bengochea au Miami New Times en 2023. « Tous ceux qui ont intenté un procès [en vertu du Titre III] nous sont redevables. Nous avons fait cela pour eux, et ils le savent. » « C'est à juste titre que la communauté cubaine intransigeante peut s'attendre à ce que la Cour suprême des États-Unis se prononce en faveur de ces poursuites judiciaires. » Depuis 2000, Garcia-Bengochea a fait don de 25 400 dollars à la caisse politique de Marco Rubio et de 18 600 dollars au député de Floride Mario Díaz-Balart. Díaz-Balart, un Républicain, a déposé un mémoire d'amicus curiae en faveur de Havana Docks en mars 2025, arguant que la politique étrangère américaine consiste à « instaurer des institutions démocratiques à Cuba » en coupant « les devises fortes, le pétrole, les investissements productifs et l'expertise. » Dans leur propre mémoire à la Cour suprême sur la question, les compagnies de croisière et les groupes industriels concernés ont averti qu'accepter la théorie de Havana Docks selon laquelle les concessions publiques non exclusives et expirées peuvent être converties en droits de propriété indéfinis exposerait les entreprises à une responsabilité rétroactive potentiellement massive et freinerait toute future politique de normalisation entre les États-Unis et Cuba. « La conclusion générale de la Cour d'appel du onzième circuit est que les intérêts limités dans le temps de [Havana Docks Corporation] ont expiré avant 2016 », ont fait remarquer les compagnies de croisière. « Cette conclusion étroite, fondée sur des faits, ne justifie pas un pourvoi en cassation, et encore moins une crise diplomatique. »

Une cour impériale en attente

Les objectifs de politique étrangère de l'administration Trump, qui s'alignent sur la vendetta que mène depuis toujours le secrétaire d'État Marco Rubio contre les gouvernements de gauche en Amérique latine, en particulier au Venezuela et à Cuba, ont contribué à porter les poursuites judiciaires au titre III devant la Cour suprême. Dans les affaires Exxon et Havana Docks, le solliciteur général américain D. John Sauer soutient qu'un examen immédiat de la signification et de la portée de la loi Helms-Burton est une « priorité pour la politique étrangère américaine. » Bien que ce soit la première fois qu'un procès relevant du titre III de la loi Helms-Burton soit porté devant la Cour suprême, l'administration Trump a interprété la loi de 1996 conformément à son objectif initial, à savoir réduire les investissements étrangers à Cuba parce qu'ils « nuisent à la politique étrangère des États-Unis. » Cette politique étrangère vise à provoquer un changement de régime à Cuba. C'est à juste titre que les partisans de la ligne dure cubaine peuvent s'attendre à ce que la Cour suprême des États-Unis se prononce en faveur de ces poursuites judiciaires. Au cours de la première année de son second mandat, le solliciteur général de Trump a su identifier avec brio les décisions des tribunaux inférieurs que la Cour suprême était susceptible d'infirmes ou de suspendre en faveur de Trump. L'année dernière, l'administration Trump n'a perdu que cinq des vingt-six affaires inscrites au rôle d'urgence de la Cour suprême. « L'histoire nous enseigne que les tribunaux font preuve d'une déférence exceptionnelle envers le pouvoir exécutif dans le domaine des relations étrangères » a déclaré Muse. « Si le gouvernement américain fait valoir devant le tribunal qu'il y a un intérêt de sécurité nationale, le tribunal ne va pas examiner le bien-fondé de cette affirmation. » Depuis 1996, l'objectif principal de la loi Helms-Burton est d'effrayer les investisseurs américains afin qu'ils se détournent de Cuba et d'étouffer ainsi tout approvisionnement en dollars américains vers l'île. « La loi Helms-Burton est vraiment bizarre » déclare Robert Muse. « Elle ne renforce pas la sécurité nationale, elle n'indemnise personne et elle produit des jugements qui ne peuvent être appliqués nulle part. » Aujourd'hui, cependant, il existe une possibilité très réelle que des poursuites judiciaires soient engagées contre des entreprises américaines – en l'occurrence, des compagnies de croisière – afin de satisfaire les ambitions de changement de régime de Trump et l'avarice des vautours corporatifs.

(*) Étudiant en relations internationales à la Northeastern University, spécialisé en diplomatie. Il est le fondateur de Cuba Monitor, une plateforme indépendante consacrée à la politique entre les États-Unis et Cuba. Source : Jacobin, publié le 24-01-2026 Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

LIBAN

Cellule de crise pour assurer la sécurité alimentaire et pharmaceutique

Le ministre de l'Industrie, Joe Issa-el-Khoury, lors d'une conférence de presse le 23 avril 2025. Photo d'archives fournie par le ministère de l'Industrie

Le ministre libanais de l'Industrie, Joe Issa el-Khoury, a déclaré dimanche que le ministère travaillera à assurer l'approvisionnement en carburant à toutes les usines, précisant qu'une cellule de crise conjointe a été formée pour garantir la sécurité alimentaire et pharmaceutique, rapporte l'Agence nationale d'information (Ani, officielle). Le ministre a fait cette annonce lors d'une conférence de presse conjointe avec le président de l'Association des industriels et les syndicats des propriétaires d'usines alimentaires et pharmaceutiques. « Nous travaillons à prévenir toute pénurie, perturbation ou exploitation », a ajouté M. Issa el-Khoury. « Nous disposons d'un stock dans le secteur pharmaceutique suffisant pour au moins trois mois, d'un stock de matières premières pour les produits pharmaceutiques pour au moins huit mois, et d'un stock dans le secteur de l'industrie alimentaire pour au moins quatre mois ».

Le ministre de l'Économie et du Commerce, Amer Bsat, a lui annoncé dans un communiqué que les importateurs de carburant avaient exceptionnellement avancé la prochaine livraison d'essence prévue de la semaine à dimanche, et que les inspecteurs du ministère avaient effectué des tournées pour s'assurer que la situation était revenue à la normale.

R.I.

TUNISIE

La coopération tuniso-allemande franchit un nouveau cap

La Tunisie et l'Allemagne célèbrent cette année 70 ans d'une amitié solide, bâtie sur des valeurs de respect, de solidarité et de coopération. Depuis l'indépendance tunisienne en 1956, reconnue très tôt par l'Allemagne, ces relations se sont intensifiées à travers des échanges diplomatiques et des partenariats stratégiques, tissant ainsi un lien unique entre les deux nations. Aujourd'hui, face aux défis mondiaux, cette amitié constitue une base précieuse pour relever les enjeux contemporains et bâtir ensemble un avenir prospère.

Rédaction internationale/Agence

Le consul général de Tunisie à Düsseldorf, Mustapha Ziri, a tenu deux réunions essentielles les 24 et 25 février 2026 pour préparer l'organisation d'un forum économique tuniso-allemand à Essen en octobre prochain. Ces entretiens avec les autorités locales de la ville et l'Agence fédérale allemande pour l'emploi (Bundesagentur für Arbeit) visent à renforcer les échanges commerciaux bilatéraux. L'événement rassemblera entrepreneurs tunisiens et allemands autour de secteurs porteurs comme l'automobile, les énergies renouvelables et l'agroalimentaire. Cette initiative s'inscrit dans une diplomatie économique active, Essen étant un hub industriel stratégique dans la Ruhr. La Tunisie y présentera ses atouts pour attirer investissements et partenariats. Le 24 février, Ziri s'est entretenu avec des responsables de la mairie d'Essen pour coordonner l'accueil de la délégation tunisienne.

Première rencontre avec la municipalité d'Essen

Les discussions ont porté sur la logistique de l'événement, incluant un salon d'exposition et des sessions B2B dans les infrastructures modernes de la ville. Essen, ancienne capitale européenne de la culture, dispose de centres de congrès adaptés à ce type de manifestation internationale. Les autorités locales ont exprimé leur intérêt pour les produits tunisiens, notamment l'huile d'olive et les textiles, tout en proposant des jumelages économiques avec des régions tunisiennes. Cette collaboration urbaine consolide des liens historiques entre les deux pays.

Deuxième réunion avec l'agence fédérale pour l'emploi

Le 25 février, le consul a rencontré des représentants de la Bundesagentur für Arbeit à Düsseldorf. L'agence a été invitée à participer

activement au forum, en mettant en lumière les opportunités pour les entreprises tunisiennes sur le marché du travail allemand. Les échanges ont insisté sur la formation duale et le recrutement qualifié dans l'industrie, domaines où l'Allemagne excelle. Cette institution fédérale, qui gère 70 000 employés, jouera un rôle clé pour connecter recruteurs allemands et talents tunisiens formés dans les nouvelles technologies. Des programmes d'apprentissage ont été évoqués pour fluidifier les mobilités professionnelles. L'organisation cible la constitution rapide d'une délégation mixte tuniso-allemande ; la réservation de stands pour 50 entreprises ; l'animation de forums sectoriels ciblés ; la signature d'accords commerciaux directs ; le lancement d'un suivi post-événement via une plateforme numérique ; la promotion médiatique auprès des chambres de commerce. Ces étapes préparent un impact économique mesurable d'ici fin 2026.

LIBYE

Signature un accord pétrolier de 20 milliards de dollars

La Libye vient de signer un contrat pétrolier d'une valeur de 20 milliards de dollars d'investissements étrangers avec les groupes énergétiques TotalsEnergies et ConocoPhillips. Cet accord de développement pétrolier d'une durée de 25 ans avec les entreprises françaises et américaines, il a été annoncé lors de l'ouverture du sommet libyen de l'énergie et de l'économie à Tripoli. « Nous ferons de notre mieux pour exploiter les

champs verts, puis nous nous concentrerons également sur les champs bruns dans le cadre de l'amélioration de la production. Nous espérons que le fait de mener ces deux actions de front nous permettra d'augmenter la production pétrolière. », a déclaré Bachir Brahim Bazzazi, premier conseiller du directeur général de la filiale libyenne de TotalEnergies. Le Premier ministre Abdelhamid Dbeibah, a indiqué que la Libye s'appropriait également à si-

gner un accord avec le géant américain Chevron portant sur l'exploration et le développement de la production, ainsi qu'un accord distinct avec l'Égypte pour soutenir les services dans le secteur « La Libye a toujours été sous le radar en ce qui concerne nos services de prévention et d'intervention pour le contrôle des puits, mais les récents développements et la stabilisation du pays nous ont aidés à prendre la décision de remettre la

Libye sur notre feuille de route. », a expliqué Yann Amenabar, responsable du développement commercial international et de la gestion des opérations chez Cudd Well Control. L'accord avec Total energies et conocophillips a été signé par l'intermédiaire d'une filiale de la société nationale libyenne baptisée Waha Oil Compagny afin d'augmenter la capacité de production libyenne jusqu'à 850 000 barils par jour. Agence

LE SECTEUR ÉNERGÉTIQUE IRAKIEN EN PLEINE TRANSFORMATION 2026, une année charnière

Avec des réserves pétrolières estimées à plus de 145 milliards de barils, l'Irak est bien parti pour se maintenir parmi les principaux producteurs mondiaux d'hydrocarbures. Mais au-delà de ses potentialités, le pays connaît une transformation profonde de son secteur énergétique, marquée par une modernisation des infrastructures de production et de transport, le développement de projets intégrés et l'émergence progressive des énergies renouvelables. Ainsi, selon de nouvelles données révélées ce dimanche par la plateforme spécialisée dans le suivi des marchés mondiaux de l'énergie Attaqa, les réserves de la province de Maysan à elle seule viennent d'être révisées et sont désormais estimées à plus de 30 milliards de barils. Avec un volume moyen atteignant actuellement 650 000 barils par jour, cette région constitue le deuxième bassin de production du pays, après Bassora, contribuant ainsi de manière significative aux recettes en devises et à la stabilité des exportations nationales. Par ailleurs, compte tenu de ce potentiel, le

secteur de l'énergie en Irak dans sa globalité s'attend à une année 2026 charnière, avec le lancement imminent d'un ensemble de projets majeurs dans divers segments, comprenant le pétrole, le gaz, l'électricité et les énergies renouvelables. Ces projets s'inscrivent dans le cadre de la stratégie déployée par le gouvernement visant à « améliorer la sécurité énergétique, réduire le gaspillage et maximiser les investissements étrangers ». Dans sa nouvelle analyse, Attaqa fait état de plusieurs projets qui devraient passer cette année de la phase de planification à celle de l'exécution et de l'exploitation, renforçant la confiance dans la capacité de Bagdad à gérer des dossiers énergétiques complexes. Ces développements montrent que le secteur énergétique irakien s'attelle à dépasser des contraintes auxquelles il est confronté depuis plusieurs années, y compris en aval de la production, comme la pénurie de carburants, l'alimentation des centrales électriques, les retards accusés par les projets solaires ou encore la redynamisation des partenariats avec les grandes compagnies internationales.

Des réserves de plus de 145 milliards de barils

Ces évolutions surviennent toutefois dans une phase où le pays nécessite « une stabilité au niveau de la production et des investissements à long terme », alors qu'il fait face à « des défis géopolitiques et à des pressions financières, faisant du succès de ces projets un indicateur crucial de la trajectoire du secteur énergétique irakien en 2026 », souligne la même source. En tout état de cause, le secteur énergétique irakien s'apprête à franchir cette année une étape décisive, avec des initiatives visant à renforcer la sécurité énergétique, réduire les pertes et attirer les investissements étrangers. Le projet de gaz intégré, porté par le ministère irakien du Pétrole en partenariat avec TotalEnergies et QatarEnergy, devrait entrer dans sa phase opérationnelle cette année. Il permettra de valoriser le gaz associé et de traiter le pétrole et le gaz grâce à une unité d'une capacité de près de 17 millions de m³, réduisant ainsi le torchage dans les champs de production. Parallèlement, la finalisation de la vente du champ pétrolier West Qurna-2, après le re-

trait de Lukoil, mobilise des acteurs internationaux tels que ExxonMobil, Chevron et Medad Saudi Energy, constituant un facteur clé pour la stabilité de la production et la continuité des exportations, selon des analystes interrogés par la même source. Dans le même sillage, le développement du champ pétrolier de Tuba, mené par un consortium chinois, prévoit une production de 200 000 barils par jour et la valorisation de près de 1,5 million de m³ de gaz. Le projet comprend également la réalisation d'une raffinerie, d'unités d'industries pétrochimiques et de centrales électriques pouvant fournir jusqu'à 1 200 MW, renforçant ainsi l'intégration industrielle et l'emploi local, conformément aux objectifs du gouvernement. Dans le domaine des énergies renouvelables, la centrale solaire de Karbala et le projet Shams Bassora, attendus également cette année, devraient introduire respectivement 300 MW et 250 MW de capacités supplémentaires dans le réseau national d'approvisionnement en électricité, contribuant à la transition énergétique avec un objectif de 12 % d'énergies renouvelables à l'horizon 2030. R I.

GAMBIE

Premier consommateur de riz par tête au monde

Le riz est profondément ancré dans les habitudes alimentaires en Gambie. Le pays Ouest-africain bat des records mondiaux de consommation de cette céréale fondamentale.

Par R I/Agence

En Gambie, la consommation de riz par tête atteint en moyenne 256,4 kg par an. Un tel niveau fait de ce pays Ouest-africain le premier consommateur par habitant de la céréale au monde, selon les données de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) citées par un rapport du Fonds monétaire international (FMI) publié en 2025. La Gambie devance ainsi le Bangladesh (246,9 kg), le Vietnam (228,1 kg), la Thaïlande (178,9 kg) et Madagascar (153,5 kg). Le Sénégal, pourtant connu pour son plat national à base de riz (le thiéboudiène), tourne autour de 110 kg par habitant, tandis que la Côte d'Ivoire se situe autour de 80 - 85 kg selon le Département américain de l'Agriculture (USDA), malgré une progression rapide de la consommation urbaine. Cette intensité de consommation confirme le rôle stratégique du riz dans la sécurité alimentaire gambienne. Il

s'agit en effet de l'un des pays africains où cette céréale occupe une place des plus centrales dans les habitudes alimentaires.

75 % de l'apport calorique en zones rurales

Selon la Banque africaine de développement (BAD), le riz assure près de 75 % de l'apport calorique en zones rurales, ce qui en fait le socle de la nutrition quotidienne. Portée par la croissance démographique et l'urbanisation autour de Banjul, la consommation nationale dépasse aujourd'hui les 300 000 tonnes de riz blanchi par an, contre environ 200 000 tonnes au début des années 2010.

Une dépendance massive aux importations et d'importants défis

Un tel appétit s'accompagne cependant d'une forte dépendance au marché international, à cause de la faiblesse de la production locale. Selon la BAD, le plus petit pays d'Afrique continentale importe

chaque année plus de 170 000 tonnes de riz, principalement sous forme brisée, soit près de 80 % de sa consommation. Dans un tel contexte, chaque tension sur les prix ou sur les disponibilités se répercute immédiatement sur le pouvoir d'achat et la stabilité sociale. Pourtant, le potentiel de production existe. Le pays dispose d'environ 440 000 hectares de terres arables, dont seulement 15 % sont consacrées au riz. Les surfaces aménagées en bas-fonds et rizières irriguées restent modestes, alors que l'extension de l'irrigation pourrait permettre d'augmenter les rendements et de réduire la vulnérabilité aux pluies erratiques. Alors que le pays s'est fixé pour objectif en 2022 d'atteindre l'autosuffisance rizicole d'ici 2027, des analystes soulignent que cette ambition pourrait encore rester irréalisable sans des interventions durables pour améliorer l'accès des producteurs au crédit, aux équipements et aux intrants (engrais et semences), afin de relever les rendements.

ANGOLA

Sonangol maintient son objectif d'introduction en Bourse

L'introduction en Bourse de Sonangol est évoquée depuis des années par les autorités angolaises. Mais l'initiative n'a pas évolué depuis, en raison de retards liés à la restructuration nécessaire de l'entreprise ainsi qu'aux réformes économiques en cours, entre autres. En Angola, la société publique du pétrole Sonangol maintient le cap vers son entrée sur les marchés financiers. À Luanda, lors d'une conférence de presse tenue mercredi 25 février, la direction du groupe a confirmé la poursuite des préparatifs de son introduction en Bourse.

Face aux journalistes, Baltazar Miguel, membre du conseil d'administration, a indiqué que les travaux techniques liés à l'offre publique initiale se poursuivent. « Il y a beaucoup de travail en cours pour l'introduction en Bourse », a déclaré le responsable. Les dirigeants ont précisé que les équipes internes continuent de travailler sur les exigences préalables à une éventuelle cotation. En 2023, celle-ci était envisagée pour 2027. Dans le même temps, la compagnie poursuit la réorganisation engagée ces dernières années, avec un recen-

trage sur ses activités pétrolières et des ajustements structurels déjà annoncés par les autorités. Par ailleurs, la direction a confirmé la continuité des opérations de restructuration financière. Selon le rapport financier consolidé 2024 de Sonangol, les dettes financières du groupe, incluant emprunts à court et long terme, s'établissaient à environ 4,12 milliards de dollars au 31 décembre 2024, contre environ 3,87 milliards de dollars un an plus tôt. Le total des passifs consolidés atteignait, pour sa part, près de 16,6 milliards de dollars à la même date.

La nouvelle configuration du programme de privatisation

Le projet d'introduction en Bourse de Sonangol s'inscrit dans le cadre de la privatisation des entreprises d'État. Ce programme a été lancé par en 2019 pour réduire sa présence dans l'économie, attirer des investissements privés, créer des emplois et accroître les recettes fiscales. Il prévoit la cession de participations ou d'actifs via divers mécanismes, y compris des offres publiques initiales d'actions, des enchères en bourse et des appels d'offres publics. R.I.

SANTÉ ANIMALE

La RDC interdit «de façon temporaire» l'entrée des bovins sud-africains

La santé animale est un pilier fondamental de l'agro-industrie, garantissant la productivité, la sécurité alimentaire et la sûreté sanitaire des produits. Face à des risques de maladies animales, il est important que les autorités prennent les mesures idoines. Le ministère congolais de la Pêche et de l'Élevage indique, dans une publication sur sa page Facebook, avoir suspendu, jusqu'à nouvel ordre, les importations de bovins et d'autres ongulés domestiques, ainsi que de certains produits dérivés, en provenance d'Afrique du Sud, en raison de la recrudescence de la fièvre aphteuse. Maladie animale transfrontalière très contagieuse, la fièvre aphteuse perturbe fortement la production et le commerce des animaux. En Afrique australe, des mesures de biosécurité ont également été annoncées par la Zambie, qui a fermé sa frontière au bétail en provenance d'Afrique du Sud à la mi-février 2026. Selon le ministère, tous les permis d'importation de bovins, d'autres ongulés domestiques ainsi que de leurs produits dérivés (viande, lait, peaux, aliments pour bétail) sont annulés, et les autorisations en cours sont suspendues jusqu'à nouvel ordre. Les services vétérinaires ont été instruits de veiller à l'application stricte de ces dispositions, tandis que des contrôles renforcés seront déployés aux postes frontaliers. Une campagne de sensibilisation est également annoncée auprès des éleveurs installés le long des frontières entre la RDC et la Zambie. Le ministère indique qu'il suit de près l'évolution de l'épizootie en Afrique du Sud, où plusieurs foyers auraient été signalés ces dernières semaines. En Afrique du Sud, les autorités ont intensifié les campagnes de vaccination au sein du cheptel bovin. Une production locale de vaccins est annoncée, avec un objectif initial de 20 000 doses par semaine à partir de mars 2026, avant une montée en capacité à 200 000 doses hebdomadaires en 2027, afin de réduire la dépendance aux importations et de renforcer la riposte sanitaire nationale.

Agence

ATTRACTIVITÉ MINIÈRE

La Côte d'Ivoire de nouveau leader en Afrique de l'Ouest

Portée par le dynamisme de son industrie aurifère, la Côte d'Ivoire récolte les fruits d'une politique minière jugée propice aux investissements. Toutefois, le leader ouest-africain doit encore relever le défi de la concurrence continentale, où le Botswana et le Maroc conservent une longueur d'avance. Après l'avoir cédée au Ghana en 2024, la Côte d'Ivoire a retrouvé en 2025 sa place de juridiction minière la plus attractive d'Afrique de l'Ouest, selon le classement annuel du Fraser Institute, publié le jeudi 26 février. Le pays doit ce retour en tête à un score de 60,92/100 sur l'indice d'attractivité, en nette progression par rapport aux 55,70/100 obtenus en 2023, année de son précédent leadership sous-régional.

Le classement du Fraser Institute repose sur les résultats d'enquêtes menées, sous forme de questionnaires, auprès de dirigeants de compagnies minières. La note finale attribuée à chacune des juridictions (68 au total en 2025) s'appuie sur deux critères principaux : la perception des politiques minières (PPI) et celle du potentiel minéral national. Sur ces deux volets, la Côte d'Ivoire a enregistré de meilleurs scores qu'en 2024, traduisant ainsi l'amélioration de sa performance globale. En Afrique de l'Ouest, le Ghana (55,21) et la Guinée (52,16) occupent respectivement les 2e et 3e rangs. Le Mali (46,58) et le Burkina Faso (35,29) complètent la liste des pays ouest-africains inclus dans le classement.

La progression de la Côte d'Ivoire ne s'inscrit pas dans une dynamique isolée. Elle prolonge une tendance observée ces dernières années, dans un contexte où le pays est régulièrement mis en avant pour la qualité de son environnement des affaires, jugé propice aux investissements miniers, en particulier dans le secteur aurifère. Lors de l'édition 2025 de l'Africa Down Under, le directeur général de Turaco Gold, Justin Tremain, déclarait qu'il n'existe « pas de meilleur endroit au monde » que la Côte d'Ivoire pour développer une mine d'or. Une appréciation partagée par Adam Oehlman, à la tête d'African Gold, qui mettait en avant la rapidité des découvertes enregistrées dans le pays. Il faut souligner que les deux sociétés y

sont actives, respectivement sur les projets aurifères Afema et Didievi.

Le leadership continental encore loin...

Si ces signaux positifs confortent sa position en Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire n'est toutefois pas ce qui se fait de mieux en matière d'attractivité minière en Afrique. Le pays n'occupe que le 5^e rang continental et la 47^e place à l'échelle mondiale. Cette situation s'inscrit dans la continuité des classements précédents, généralement marqués par la domination du Botswana et du Maroc, respectivement 1er et 2e en Afrique en 2025. Ils sont suivis par la Zambie et la Tanzanie, qui complètent le top 5 continental.

R. I.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes dans le rouge avec le conflit au Moyen-Orient

Sans surprise, les grandes places financières européennes connaissent de fortes baisses avec la guerre au Moyen-Orient. Le CAC 40 abandonne 1,59%, à 8 444 points, alors que le principal indice parisien venait de terminer le mois de février sur un gain de 5,59%, sa meilleure performance mensuelle depuis janvier 2025.

Par Agence

Sur les autres places, la tendance est la même : le DAX 40, à Francfort, perd 1,73%, à Londres, le FTSE 100 trébuche de 0,66%, et Madrid cède 2,36%. Cette tendance baissière est quasi générale dans le monde, puisque ce matin à Tokyo, le Nikkei s'est, par exemple, affaîssi de 1,35%. Au cours du week-end, les États-Unis et Israël ont frappé l'Iran, qui a répondu en lançant des missiles sur l'État hébreu et des bases américaines dans la région. Les frappes ont notamment réussi à éliminer Ali Khamenei et de nombreux autres dirigeants de la République islamique. Autre conséquence de cette guerre : les tensions autour du détroit d'Ormuz, une voie maritime stratégique pour le commerce d'hydrocarbures. Par conséquent, les cours du pétrole flamboyent. À Londres, le Brent de la mer du Nord bondit de 7,77%, à 78,76 USD, et à New York, le WTI n'est pas en reste. Les cours de l'or noir sont sur des niveaux inédits depuis plus d'un an. En toute logique, les valeurs comme TotalEnergies se distinguent dans le haut du palmarès. Le géant français grimpe de 3,73%, le Norvégien Equinor s'apprécie de 5,54%, après avoir, en outre, annoncé la découverte d'un gisement majeur en mer du Nord, l'Espagnol Repsol gagne 3,78%, ou encore le Britannique Shell, qui est en hausse de 3,28%. Un autre secteur est également bien

orienté : celui de la défense. À Paris, Thales signe la plus forte hausse du CAC 40 avec un gain de 4,67%, tout comme Exail Technologies et Exosens, qui gagnent respectivement 9,82% et 10,11%. Ailleurs en Europe, BAE Systems gagne 5,89%, Hensoldt progresse de 6,49%, Leonardo avance de 3,87%, et Rheinmetall s'adjuge 2,99%. De son côté, Maersk progresse de 5,07%. Le spécialiste du transport maritime a logiquement dérouté ses navires hors de la zone de conflit, ce qui va allonger la durée de transport, et certains clients vont vouloir être priorisés, permettant au Danois d'augmenter ses prix. À l'inverse, parmi les secteurs les plus touchés, il y a bien évidemment celui des compagnies aériennes, dont la facture de kérosène devrait s'alourdir avec la hausse des cours de l'or noir, et qui doivent, en outre, annuler des vols dans la région du Moyen-Orient. IAG cède 5,39%, Lufthansa recule de 5,92%, et Air France-KLM perd 6,91%. Le groupe de transport aérien franco-néerlandais est également victime d'une décision de justice qui va le contraindre à payer une amende de 368 millions d'euros. Les valeurs liées au tourisme sont également affectées, comme le groupe hôtelier Accor, dont le titre chute de 9,24%, signant la plus forte baisse de l'indice. Enfin, les valeurs du luxe pèsent lourdement sur la tendance après une note de RBC qui précise que leurs ventes au

Moyen-Orient devraient être affectées par le conflit en cours. Le Suisse Richemont cède 6,07%, et à Paris, LVMH et Kering abandonnent respectivement 4,08% et 3,99%.

L'actualité macroéconomique est chargée

Avec cette guerre et les nombreux mouvements qu'elle engendre sur les indices, les valeurs, les matières premières, etc., les publications macroéconomiques sont reléguées au second plan. Pourtant, l'actualité est dense avec les indices PMI manufacturiers européens de S&P Global du mois de février. En France, l'indice a diminué, mais moins que prévu, en passant de 51,2 à 50,1 points, là où les analystes craignaient une baisse sous les 50 points, à 49,9, ce qui aurait signifié une

contraction de l'activité. En Allemagne, cette même statistique a signalé une croissance. L'indice s'est installé à 50,9 points, un niveau inédit depuis 44 mois, contre un précédent de 49,1 et une estimation de 50,7 points. Enfin, pour l'ensemble de la zone euro, cet indicateur n'a pas réservé de surprise en s'établissant à 50,8 points, comme prévu, après 49,5 en janvier. Comme l'indice allemand, à 50,8 points, celui de la zone euro est à un niveau inédit depuis 44 mois. D'autres statistiques sont programmées cet après-midi aux États-Unis, également sur le niveau de l'activité manufacturière en février, mais il y a peu de chances qu'elles jouent sur la tendance. Sur le marché des devises, l'euro recule face au billet vert (-0,19%) et se négocie à 1,1737 USD, au plus bas depuis plus d'un mois.

BOURSE DE PARIS

En baisse de 2,36% à l'ouverture

Les marchés sont plombés par l'incertitude et la hausse des prix du pétrole, face à l'opération militaire américano-israélienne contre l'Iran et aux représailles de Téhéran sur plusieurs pays du Moyen-Orient. Les Bourses européennes sombrent à l'ouverture, en raison du contexte international. La Bourse de Paris chute de 2,36% à l'ouverture, Francfort de 2,29%, Londres de 0,93%. Sans surprise, les marchés souffrent de «l'intensification des tensions géopolitiques au Moyen-Orient», et de leurs «répercussions potentielles sur la stabilité régionale et les flux énergétiques», relève John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement chez Cité Gestion Private Bank. Ils s'inquiètent notamment de «la

hausse significative des prix du pétrole», et des «perturbations des chaînes d'approvisionnement», avec «le risque d'une inflation plus élevée», explique Kat Hudson, directrice des stratégies d'investissement chez Hargreaves Lansdown. Les titres des entreprises du secteur aérien et du tourisme chutaient sur les Bourses européennes, dans la foulée de l'escalade militaire au Moyen-Orient après les frappes israélo-américaines sur l'Iran durant le week-end. Côté aérien, vers 08H30 GMT, Air France-KLM dévissait de 7,24% à Paris, Lufthansa de 5,77% à Francfort et Easyjet de 4,22% à Londres. Pour le secteur touristique, Accor plongeait de 9,50% à Paris et TUI de 7,00% à Francfort.

Agence

EN RAISON DE L'ESCALADE DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT

Les marchés à terme de Wall Street chutent

Les contrats à terme sur les indices boursiers américains ont chuté de plus de 1 % lundi, alors que le conflit au Moyen-Orient ne montre aucun signe d'apaisement, ce qui a provoqué une ruée vers les valeurs refuges avant une semaine chargée en données économiques américaines. Les prix du pétrole ont bondi, tandis que les valeurs refuges traditionnelles ont augmenté, l'or grimpant d'environ 2 % et les prix des obligations se redressant, envoyant le rendement du Trésor américain à 10 ans brièvement à son plus bas niveau depuis 11 mois. Les nouvelles frappes militaires des

États-Unis et d'Israël contre l'Iran se sont poursuivies après les attaques du week-end qui ont coûté la vie au guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, ce qui a incité Téhéran à lancer des barrages de missiles dans la région et fait craindre que le conflit ne s'étende et n'entraîne des pays voisins. Selon les médias, le président américain Donald Trump a déclaré que le conflit pourrait durer encore quatre semaines, ajoutant que les attaques se poursuivraient jusqu'à ce que les États-Unis atteignent les objectifs qu'ils se sont fixés. Le choc géopolitique survient juste au moment où les marchés se

préparent à une série de publications économiques clés aux États-Unis. Les indices PMI manufacturiers pour le mois dernier sont attendus plus tard dans la journée, tandis que les ventes au détail de janvier, les chiffres de l'emploi ADP et le rapport sur les emplois non agricoles, très surveillés, sont prévus plus tard dans la semaine. Une hausse prolongée des prix du pétrole risquerait de raviver les pressions inflationnistes, les opérateurs étant déjà confrontés à une inflation élevée qui a renforcé les attentes selon lesquelles il est peu probable que la Réserve fédérale américaine ré-

duise son taux d'intérêt directeur à court terme. À 02:20 a.m. ET, le Dow E-minis YMcv1 était en baisse de 680 points, ou 1,39%, le S&P 500 E-minis EScv1 était en baisse de 100,5 points, ou 1,46%, le Nasdaq 100 E-minis NQcv1 était en baisse de 464 points, ou 1,86%. Les marchés ont connu un mois de février en dents de scie, la volatilité étant alimentée par l'incertitude concernant les coûts et les perturbations liés à l'intelligence artificielle, les inquiétudes renouvelées concernant les droits de douane et les tensions géopolitiques qui couvent, tout

cela ayant pour effet de brider l'appétit pour le risque. Le S&P 500 et le Nasdaq ont enregistré leur plus forte baisse mensuelle depuis mars 2025. En revanche, le Dow Jones a réussi à enregistrer des gains pour le dixième mois consécutif, sa plus longue série de gains depuis une période de dix mois qui s'est achevée en janvier 2018. Vendredi dernier, les valeurs financières et technologiques ont été à l'origine du recul, le Dow Jones clôturant en baisse de plus de 1 %, le Nasdaq perdant 0,9 % et le S&P 500 terminant en baisse de 0,4 %.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 02 Mars 2026				
Valeur : 04 Mars 2026				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.2234	130.2384
1	EUR	EURO	152.5307	152.5743
1	GBP	POUND STERLING	173.9327	174.0224
100	JPY	JAPANESE YEN	82.8762	82.8910
1	CNY	CHINESE YUAN	18.9154	18.9196
1	CHF	SWISS FRANC	168.4432	168.5280
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.3040	95.3499
1	DKK	DANISH KRONE	20.4166	20.4209
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.2293	14.2334
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.6710	13.6771
1	AED	UAE DIRHAM	35.4504	35.4689
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6855	34.7025
1	KWD	KUWAITI DINAR	425.8450	426.0334
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.7058	45.1551
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2179	14.2196
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.5614	20.6669
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2728	3.2830
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.0380	179.0380

ARRÊT DE NAVIRES AUTOUR DU GOLFE ET PARALYSIE DU DÉTROIT D’ORMUZ

La guerre en Iran met en péril le pétrole, mais aussi le commerce mondial

Les mises à l’arrêt de navires autour du Golfe et la paralysie du détroit d’Ormuz représentent d’importants bouleversements pour des filières très diverses.

Par R I /Agence

L’opération militaire américano-israélienne contre l’Iran et les lourdes représailles de Téhéran viennent perturber le trafic maritime mondial, à commencer par celui des pétroliers. Mais les mises à l’arrêt de navires autour du Golfe et la paralysie du détroit d’Ormuz représentent aussi d’importants bouleversements pour des filières très diverses au-delà des hydrocarbures.

Engrais à risque

«Environ 33 % des engrais mondiaux, y compris le soufre et l’ammoniac, transitent par le détroit d’Ormuz», couloir étroit bordé par l’Iran et Oman, selon le cabinet d’analyse Kpler. Chargés sur des cargos au Qatar, en Arabie saoudite ou aux Émirats arabes unis, ces fertilisants ont des destinations diverses: Inde, Chine, Brésil, mais aussi des pays africains. «Il n’existe pas d’alternative viable» à la navigation dans le Golfe, «les voies terrestres sont limitées par la capacité des pipelines et des camions», selon Kpler. Comme une large partie des engrais est fabriquée en utilisant massivement du gaz ou du pétrole, la flambée du prix des hydrocarbures provoquée par la guerre en Iran devra:it aussi avoir un effet boule de neige sur les tarifs des engrais.

Production plastique

«L’escalade du conflit au Moyen-Orient menace un important centre d’exportation de polymères», souligne le cabinet Argus Media. Selon les données de ce dernier, la région produit jusqu’à 23 millions de tonnes par an de polyéthylène, l’un des plastiques les plus utilisés dans le monde, soit 15% de la production mondiale. Dimanche, le port émirati de Jebel Ali, central dans les exportations de ce dérivé du pétrole, a été frappé par une explosion. Un incendie s’est déclaré sur l’un des quais du port, a annoncé le bureau média de Dubaï. Une autre installation portuaire, cette fois au Koweït, a dû suspendre temporairement ses activités après que des débris ont chuté à proximité, selon les médias du pays.

Routes maritimes allongées

Les principaux armateurs mondiaux ont annoncé se détourner du détroit d’Ormuz face au risque pesé par l’embrasement militaire dans la région. Les assureurs ont fait bondir leurs tarifs pour les navires traversant le Moyen-Orient, voire carrément annulé leur couverture, comme c’est le cas du scandi-nave Skuld. Dans ces conditions, naviguer dans le Golfe devient prohibitif ou impossible pour les cargos. Les navires sous pavillon français ou appartenant à des entreprises françaises blo-

qués «à l’intérieur» du Golfe sont au nombre de 60, selon Armateurs France. Le Danois Maersk et le Français CMA CGM ont gelé les passages dans le détroit d’Ormuz mais aussi les traversées par le canal de Suez (entre la mer Méditerranée et la mer Rouge). Leurs cargos doivent désormais contourner l’Afrique pour rallier l’Europe depuis le Moyen-Orient et l’Asie, un détour de plusieurs milliers de kilomètres et plusieurs jours.

Risques alimentaires

Ces conditions de navigation viennent aussi perturber l’arrivée au Moyen-Orient de bateaux chargés. L’enjeu est de taille: «le Moyen-Orient est une région structurellement dépendante des importations alimentaires», soulignent les analystes de XP Investments. L’Iran importe par exemple massivement du maïs brésilien. Selon les données du ministère américain de l’Agriculture, les Émirats arabes unis ont, eux, acheté pour 1,5 milliard de dollars de production agricole auprès des États-Unis. «Une grande partie» de ces importations transite par le détroit d’Ormuz «ou à proximité», selon les experts de XP Investments. Lors de la précédente opération militaire américaine en Iran en juin 2025, des cargaisons entières de riz à destination de la région avaient été bloquées en Inde.

ITALIE

Le déficit budgétaire italien passe sous la limite européenne

L’office national des statistiques devrait confirmer que, pour la première fois depuis 2019, le déficit est passé sous le seuil européen de 3 pour cent du PIB. L’Italie pourrait ainsi sortir plus tôt que prévu de la procédure disciplinaire de l’Union européenne. Cette performance récompense les efforts consentis par l’Italie pour maîtriser ses dépenses. Toutefois, les analystes mettent en garde contre les défis potentiels qui attendent l’économie italienne. À par-

tir de cet automne, l’Italie ne recevra plus les fonds de relance post-Covid (NGEU) de l’UE qui ont soutenu sa croissance atone ces dernières années. Certains investisseurs s’inquiètent du fait que Meloni pourrait augmenter les dépenses à l’approche des élections nationales de 2027. Fabio Balboni, économiste senior chez HSBC, prévient que si la sortie anticipée de la procédure disciplinaire est louable, elle pourrait avoir un coût. Il souligne que la fin des

fonds NGEU pourrait entraîner une baisse significative des finances publiques à partir de l’année prochaine. Cette situation constituerait un héritage difficile pour le prochain parlement. La réduction du déficit italien, qui passerait de 7,2 pour cent du PIB en 2024 à 3 pour cent en 2025, est louable. Cependant, des inquiétudes subsistent quant à la trajectoire budgétaire de l’Italie. Les analystes de la Commerzbank soulignent la hausse

potentielle des charges d’intérêt comme un facteur susceptible d’entraver la poursuite de l’amélioration du ratio de déficit. Avec une dette publique dépassant régulièrement les 3 000 milliards d’euros, l’Italie est confrontée à une augmentation des paiements d’intérêts sur sa dette. Ce fardeau devrait passer d’environ 90 milliards d’euros cette année à environ 105 milliards d’euros d’ici 2028. Agence

LORS DE LA VISITE DU CHANCELIER MERZ À PÉKIN

La Chine et l’Allemagne renforcent leurs liens stratégiques

Les dirigeants d’entreprises confirment leur engagement envers des marchés ouverts. Dans un geste perçu comme un signal majeur pour les marchés mondiaux, le chancelier allemand Friedrich Merz a conclu cette semaine une visite à enjeux élevés à Pékin. Merz a rencontré

le président Xi Jinping pour tracer la voie de « l’Année du Cheval », marquant la première visite d’un dirigeant étranger lors de la nouvelle année lunaire. La visite comprenait une délégation de haut niveau composée de 30 dirigeants allemands de premier plan, soulignant l’interdépendance

économique profonde entre les deuxième et troisième économies mondiales. Les échanges commerciaux annuels entre les deux nations dépassent régulièrement la barre des 200 milliards de dollars, avec un stock d’investissements bilatéraux supérieur à 65 milliards de dollars. Lors du som-

met, les deux dirigeants ont réaffirmé leur engagement envers le respect mutuel et des résultats « gagnant-gagnant ». Les discussions se sont largement concentrées sur l’évolution de la coopération industrielle, passant de la fabrication traditionnelle à une nouvelle ère d’innovation technologique

numérique et verte. Les médias allemands ont souligné le soin sans précédent apporté à la préparation de cette visite. Cela suggère que Berlin considère sa relation avec la Chine comme un élément essentiel de ses propres stratégies technologiques et d’innovation jusqu’à l’horizon 2030.

ROUMANIE

Le pays est entré en récession

La Roumanie est entrée en récession après deux trimestres consécutifs de recul de son PIB, selon des chiffres officiels publiés vendredi. L’activité économique roumaine a reculé de 1,9% au quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre, après un repli de 0,2% au troisième trimestre par rapport au deuxième, selon l’institut national de statistiques. Sur l’ensemble de l’année 2025, le PIB de la Roumanie a augmenté de 0,6%.

Le Premier ministre Ilie Bolojan a déclaré vendredi que la Roumanie ne traversait pas une crise, mais "une période de correction économique". Arrivé au pouvoir en juin dernier, il s’était engagé à s’attaquer au plus important déficit budgétaire d’Europe et a pris une série de mesures impopulaires, comme le relèvement des impôts. "Nous avons entamé la transition d’un modèle fondé sur le déficit et la consommation, qui semblait générer la prospérité

mais était en réalité destructeur, vers un modèle fondé sur l’investissement, la productivité, les exportations et la rigueur budgétaire", a-t-il écrit sur Facebook. Il a qualifié la récession de "temporaire" et de "coût nécessaire à la construction d’une économie plus solide et compétitive". Chef du Parti national libéral, Ilie Bolojan fait face à des critiques croissantes, tant de la part de l’opposition d’extrême droite que de l’intérieur même de la large coalition gouvernementale pro-européenne

qu’il a formée en 2025. "Il est temps de mettre un terme à cette spirale infernale de décisions économiques absurdes", a déclaré Sorin Grindeanu, le chef des sociaux-démocrates, le plus grand parti de Roumanie et membre de la coalition gouvernementale. L’an dernier, le taux d’inflation annuel de la Roumanie a été le plus élevé de l’Union européenne, à 8,6%, selon Eurostat. R.I/Agences

ETATS-UNIS

Le shutdown plombe l’économie

Les données économiques publiées fin février 2026 montrent un net ralentissement de l’économie américaine au quatrième trimestre de 2025, avec une croissance annuelle du Produit Intérieur Brut (PIB) qui plafonne à 1,4 % — bien en deçà des attentes des économistes. Ce ralentissement, marqué par une chute de l’activité liée à un shutdown historique et par un affaiblissement de la consommation, soulève des questions sur les perspectives de 2026, la politique monétaire américaine et la confiance des agents économiques. Selon les premières estimations du Bureau of Economic Analysis (BEA), l’économie des États-Unis a enregistré une progression du PIB de 1,4 % en rythme annualisé sur la période octobre-décembre 2025, contre 4,4 % au trimestre précédent et loin des prévisions des analystes, qui tablaient sur environ 2,8 % à 3 % de croissance. Ce chiffre traduit une décélération marquée, attribuée dans une large mesure à l’impact économique d’un shutdown fédéral de 43 jours, le plus long de l’histoire récente des États-Unis, qui a paralysé une partie de l’administration et réduit de façon significative les dépenses publiques. Freins à la croissance : shutdown et dépenses L’impact du shutdown se fait sentir à plusieurs niveaux : les services fournis par les fonctionnaires ont chuté, les dépenses fédérales en biens et services se sont effondrées, et des programmes sociaux temporaires ont été réduits, ce qui aurait soustrait près de 1 point de pourcentage à la croissance du PIB trimestriel. Parallèlement, la consommation des ménages — moteur traditionnel de l’économie américaine — a ralenti, avec une hausse limitée à environ 2,2 %, contre une progression de 3,5 % au trimestre précédent. Cette modération traduit un climat d’incertitude accru chez les consommateurs.

HONOR MAGICPAD 4

Avec 4,8 mm, c'est la tablette la plus fine au monde

Avec la MagicPad 4, HONOR frappe fort sur le segment des tablettes haut de gamme. Le constructeur met en avant un design d'une finesse record, une puce de nouvelle génération et l'ambition de se substituer à un PC portable.

HONOR poursuit son offensive sur le segment des tablettes tactiles premium avec la MagicPad 4. Présentée comme la tablette la plus fine au monde, elle entend conjuguer design et performances de haut niveau. Le constructeur ne se contente pas de miser sur l'esthétique : il associe cette finesse record à une plateforme mobile gravée en 3 nm, un écran OLED 165 Hz et un mode PC avancé. Avec cette nouvelle tablette, Honor entend proposer un outil capable d'accompagner les professionnels mobiles comme les passionnés de technologie et de se substituer à un PC portable. Une promesse maintes fois entendue, mais la MagicPad 4 a, sur le papier, quelques arguments à faire valoir.

Honor bat l'iPad Pro avec 4,8 mm d'épaisseur

Commençons par le design, qui est l'attraction principale de cette nouvelle tablette tactile. Avec seulement 4,8 mm d'épaisseur, la HONOR MagicPad 4 revendique le titre de tablette la plus fine au monde. Elle dépasse ainsi l'iPad Pro annoncé à 5,1 mm. Son poids d'environ 450 g en fait également l'un des modèles les plus légers de sa catégorie. HONOR explique cette prouesse technique par une « structure en croissant » associée à une fibre spéciale de qualité aéropatiale. Cette conception augmenterait la rigidité de 30 % tout en réduisant le poids de 32 %, selon la marque. Pensée pour la mobilité, la tablette peut être associée à un clavier et un stylet pour former un ensemble d'environ 852 g. C'est une nouvelle fois moins lourd que l'iPad

Pro M5 auquel Honor compare sa MagicPad 4.

Le Snapdragon 8 Gen 5 pour transformer la tablette en outil de productivité

La MagicPad 4 est équipée d'un écran OLED de 12,3 pouces affichant une définition de 3000 × 1920 pixels et un taux de rafraîchissement de 165 Hz. La luminosité HDR maximale annoncée atteint 2400 nits et l'écran prend en charge 1,07 milliard de couleurs. HONOR met également en avant plusieurs technologies dédiées au confort visuel, dont une gradation PWM à 5280 Hz et un affichage défocalisé par IA. Sous le capot, la tablette est la première du marché à intégrer le processeur Snapdragon 8 Gen 5 gravé en 3 nm. Elle dispose de huit haut-parleurs compatibles HONOR Spatial Audio et d'une batterie de 10 100

mAh compatible avec la charge rapide 66 W. La tablette hérite d'un système de refroidissement reposant sur un système thermique 3D à 13 couches afin de limiter la chauffe en cas de forte utilisation. La MagicPad 4 intègre enfin un mode PC permettant une gestion de fichiers de type bureau, la prise en charge complète de la souris et des raccourcis clavier comme Ctrl+C ou Alt+Tab. Elle propose aussi des outils d'IA comme HONOR AI Memo pour générer automatiquement des comptes rendus de réunion, ainsi qu'une connectivité intermarques via HONOR Connect, compatible avec iPhone, iPad et Mac. La Honor MagicPad 4 sera disponible à partir du 2 mars dès 699 euros, avec une offre de lancement incluant 100 euros de réduction selon les versions. Rendez-vous sur Clubic dans quelques jours pour notre test complet.



Google est sous surveillance maximale en Belgique

Le gendarme belge de la concurrence a décidé d'ouvrir une enquête visant le géant américain de la publicité numérique, Google. La procédure lancée vendredi porte sur des pratiques que l'autorité estime susceptibles d'enfreindre les règles du marché. L'Autorité belge de la concurrence a annoncé vendredi dernier l'ouverture d'une enquête formelle visant Google et ses pratiques tarifaires dans la publicité en ligne. Le régulateur affirme disposer d'éléments laissant envisager un abus de position dominante ou une exploitation abusive d'une dépendance économique, après des plaintes déposées par plusieurs acteurs du marché.

Des indices sérieux d'atteinte aux règles de concurrence

Dans un communiqué, l'auditeur général de l'Autorité belge de la concurrence évoque de « sérieux indices » laissant penser que certaines pratiques pourraient enfreindre les règles antitrust. Les investigations devront établir si le groupe américain a abusé de sa position dominante ou ex-

plôité de manière injustifiée une situation de dépendance économique. Le modèle de commercialisation des annonces en ligne est au cœur des vérifications. Les autorités examinent la manière dont les espaces publicitaires sont vendus et les conditions tarifaires appliquées aux annonceurs. Selon le régulateur, la structure même du marché mérite une attention particulière. Google occupe en effet plusieurs rôles dans la chaîne publicitaire : la société agit simultanément comme plateforme de vente d'espaces et comme fournisseur de services destinés aux annonceurs. Cette présence à différents niveaux d'un système d'intermédiaires reliant annonceurs et éditeurs place l'entreprise dans une position centrale. L'enquête devra déterminer si cette configuration débouche sur une domination déloyale vis-à-vis de concurrents ou partenaires.

Google déjà visé par d'autres procédures en Europe

Le groupe est déjà la cible de plusieurs enquêtes de la part de l'Union européenne et a écopé



ces dernières années de sanctions financières se chiffrant en milliards d'euros pour des infractions au droit de la concurrence. Début du mois, Google indiquait dans une lettre adressée à des annonceurs qu'il risquait également une nouvelle investigation de la Commission européenne. Les autorités européennes s'interrogent notamment sur la possibilité que certaines pratiques contribuent à faire grimper les prix de la publicité en ligne. L'entreprise, qui domine un marché mondial pesant plusieurs

milliards de dollars, défend son modèle. Elle affirme que les annonces diffusées via son moteur de recherche permettent aux petites entreprises de rivaliser avec les grandes marques et participent au maintien d'un web accessible à tous. L'enquête belge devra désormais établir si les pratiques tarifaires de Google contreviennent aux règles de concurrence. À ce stade, aucune décision n'a été prise et la procédure suit son cours.

Google est sous surveillance maximale en Belgique

Le gendarme belge de la concurrence a décidé d'ouvrir une enquête visant le géant américain de la publicité numérique, Google. La procédure lancée vendredi porte sur des pratiques que l'autorité estime susceptibles d'enfreindre les règles du marché. L'Autorité belge de la concurrence a annoncé vendredi dernier l'ouverture d'une enquête formelle visant Google et ses pratiques tarifaires dans la publicité en ligne. Le régulateur affirme disposer d'éléments laissant envisager un abus de position dominante ou une exploitation abusive d'une dépendance économique, après des plaintes déposées par plusieurs acteurs du marché.

Des indices sérieux d'atteinte aux règles de concurrence

Dans un communiqué, l'auditeur général de l'Autorité belge de la concurrence évoque de « sérieux indices » laissant penser que certaines pratiques pourraient enfreindre les règles antitrust. Les investigations devront établir si le groupe américain a abusé de sa position dominante ou exploité de manière injustifiée une situation de dépendance économique. Le modèle de commercialisation des annonces en ligne est au cœur des vérifications. Les autorités examinent la manière dont les espaces publicitaires sont vendus et les conditions tarifaires appliquées aux annonceurs. Selon le régulateur, la structure même du marché mérite une attention particulière. Google occupe en effet plusieurs rôles dans la chaîne publicitaire : la société agit simultanément comme plateforme de vente d'espaces et comme fournisseur de services destinés aux annonceurs. Cette présence à différents niveaux d'un système d'intermédiaires reliant annonceurs et éditeurs place l'entreprise dans une position centrale. L'enquête devra déterminer si cette configuration débouche sur une domination déloyale vis-à-vis de concurrents ou partenaires.

Google déjà visé par d'autres procédures en Europe

Le groupe est déjà la cible de plusieurs enquêtes de la part de l'Union européenne et a écopé ces dernières années de sanctions financières se chiffrant en milliards d'euros pour des infractions au droit de la concurrence. Début du mois, Google indiquait dans une lettre adressée à des annonceurs qu'il risquait également une nouvelle investigation de la Commission européenne. Les autorités européennes s'interrogent notamment sur la possibilité que certaines pratiques contribuent à faire grimper les prix de la publicité en ligne. L'entreprise, qui domine un marché mondial pesant plusieurs milliards de dollars, défend son modèle. Elle affirme que les annonces diffusées via son moteur de recherche permettent aux petites entreprises de rivaliser avec les grandes marques et participent au maintien d'un web accessible à tous. L'enquête belge devra désormais établir si les pratiques tarifaires de Google contreviennent aux règles de concurrence. À ce stade, aucune décision n'a été prise et la procédure suit son cours.

Singer dévoile l'une des Porsche 911 les plus désirables du moment

Basé à Los Angeles, le spécialiste des 911 classiques réimaginées revient avec une nouvelle interprétation de la génération 964, cette fois en cabriolet. Inspirée des rares 911 Carrera Cabriolet à carrosserie large des années 1980, cette création limitée à 75 exemplaires combine flat-six atmosphérique de 420 ch développé avec Cosworth, boîte manuelle et personnalisation poussée à l'extrême. Ou comment rendre une 911 encore plus 911 que Porsche elle-même.

Chez Singer, le point de départ est toujours le même : une Porsche 911 Type 964 d'origine, envoyée par son propriétaire en Californie pour être entièrement restaurée et "réimaginée" comme aime à le préciser la marque. La coque est mise à nu, renforcée, puis habillée d'une carrosserie en fibre de carbone inspirée des versions "Turbo-look" des années 1980.

Et cette nouvelle Porsche 911 Carrera Cabriolet Reimagined by Singer ne fait pas exception, conservant l'esprit des Type G larges, avec des ailes gonflées, un spoiler avant redessiné et la possibilité d'opter pour un aileron fixe type "whale tail" (queue de baleine) ou un becquet actif. Deux configurations ont été dévoilées : une version Touring plus élégante, et une version Sport plus radicale. Mais le tout dans le plus pur respect du modèle d'origine.

La grande nouveauté tient aussi au toit : un mécanisme de capote inédit en "Z", plus léger, conçu pour préserver une silhouette tendue même décapotée, un point souvent critiqué sur les 911 cabriolet anciennes. Et il y a toujours ce détail qui tue : les phares additionnels escamotables intégrés au capot avant, un clin d'œil aux 911 de compétition d'époque, qui surgissent à la demande avant de disparaître à fleur de tôle.

Fiche technique de rêve

Sous le capot arrière, Singer reste fidèle à sa philosophie : atmosphérique, régime élevé et boîte manuelle. Le flat-six 4.0 litres développe ainsi 420 ch et plus de 450



Nm. Il a été restauré et profondément travaillé par Singer avec l'ingénierie de Cosworth.

Il s'agit notamment du premier moteur "Reimagined by Singer" à intégrer un calage variable des soupapes, ainsi que des

culasses refroidies par eau combinées à des cylindres refroidis par air. Le tout grimpe à plus de 8 000 tr/min et transmet sa puissance aux seules roues arrière via une boîte manuelle à six rapports, avec possibilité de tringlerie apparente. Un must ! Un échappement en titane complète l'ensemble. Une fois de plus, on est loin du simple restomod esthétique, d'autant que la base 964 est renforcée, la rigidité torsionnelle augmentée, et les trains roulants modernisés avec amortisseurs pilotés à quatre voies, gestion électronique de l'amortissement et freins carbone-céramique en option.

L'art de la personnalisation

Comme toujours chez Singer Vehicle Design, chaque voiture est réalisée sur commande. Habitacle en cuir Tangerine avec coutures brunies, sièges baquets habillés de velours côtelé, finition Ink plus radicale, compteurs fabriqués à la main : tout est configurable.

Même la carrosserie peut être livrée avec deux jeux d'éléments (aileron fixe et mobile, différents boucliers), rangés dans un flight case dédié. La production sera limitée à 75 commissions dans le monde. Les tarifs ne sont pas communiqués, mais les réalisations précédentes de Singer flirtent généralement avec le million d'euros, voire au-delà selon les spécifications. Mais Singer tient sa formule magique : réinventer la 911 avec style et sans fausses notes. Et comme souvent avec le californien, les 75 exemplaires devraient trouver preneur bien avant que le grand public n'en voie un sur la route.

Stellantis prolonge l'un de ses moteurs les plus prestigieux en Europe

Après avoir relancé des V8 aux États-Unis et réintroduit le diesel dans plusieurs gammes européennes, Stellantis accorde un nouveau sursis à ses Alfa Romeo Giulia et Stelvio Quadrifoglio. Les deux modèles, animés par un V6 2.9 litres de 520 ch non électrifié, resteront au catalogue jusqu'en 2027. Un choix hautement symbolique dans un paysage dominé par l'électrification. C'est désormais officiel : Alfa Romeo annonce rouvrir les commandes des Giulia et Stelvio Quadrifoglio en Europe dès mars. Quelques semaines après avoir présenté au salon de Bruxelles la Giulia Quadrifoglio Luna Rossa, Stellantis confirme prolonger la production des versions sportives de la berline et du SUV italiens jusqu'en 2027. Officiellement, la marque évoque la fidélité aux passionnés et la volonté de préserver l'ADN sportif du Biscione. Sous le capot, rien ne change : le V6 2.9 litres biturbo de 520 ch, dont on rappelle qu'il est directement dérivé de Ferrari, demeure strictement thermique. Pas d'hybridation légère, pas d'électrification partielle. Une architecture classique, associée à la propulsion arrière sur la Giulia et à la transmission intégrale Q4 sur le Stelvio, complétée par un différentiel mécanique à glissement limité et de nombreux éléments en fibre de carbone. Une configuration qui, dans le

paysage automobile actuel, relève presque de l'exception.

Un épisode de plus dans le "reset" Stellantis

Si l'échéance de 2027 avait déjà été évoquée ces derniers mois, cette décision ne surgit pas de nulle part. Depuis le départ de Carlos Tavares et l'arrivée d'Antonio Filosa, Stellantis multiplie les signaux de rééquilibrage. Pour ne pas dire de détricotage de tout ce qui avait été fait par son prédécesseur. Ainsi aux États-Unis, le V8 Hemi a retrouvé une place dans certaines gammes Dodge. Plus récemment en Europe, le diesel fait son retour sur des modèles comme la Peugeot 308, la Citroën C4 ou le DS 7, alors même que sa part de marché est tombée à des niveaux historiquement bas. Quant au maintien des Giulia et Stelvio Quadrifoglio, il s'inscrit dans cette logique : ralentir l'électrification là où elle apparaît trop rapide ou trop coûteuse, et préserver des motorisations jugées stratégiques pour l'image ou pour la demande réelle. Le thermique semble avoir encore de beaux jours devant lui !

Un choix de passion... et fiscalement radical

Si ce retour des Alfa Romeo Giulia et Stelvio Quadrifoglio au configurateur, reconnaissables à leurs jantes Qua-



drifoglio Scuro et leur quadruple sortie d'échappement à l'arrière, va ravir les amoureux de belles mécaniques, il prend clairement une dimension idéologique.

En effet, le V6 2.9 de 520 ch va bien au-delà du plafond du barème du malus sur le CO2. Avec 228 g/km de CO2 pour la berline, et 267 g/km pour le SUV, les deux modèles sont dans la tranche maximale du malus CO2 (supérieur à 191 g/km), soit une taxe de 80 000 € en 2026. Qui s'ajoutent au prix du véhicule évidemment.

À 180 400 € pour la Giulia Quadrifoglio, et 190 900 € pour le Stelvio Quadrifoglio, autant dire que les volumes resteront marginaux. Surtout quand on sait qu'Audi, pour ne citer que cet exemple, arrive à sortir des modèles puissants et sportifs comme la nouvelle RS 5 en jouant sur une motorisation hybride rechargeable qui est exempte de malus au CO2 et se "limite" donc au malus au poids à 12 680 €.

La décision de prolonger les deux belles italiennes ne vise donc pas à faire du chiffre, mais à maintenir une vitrine mécanique dans une gamme appelée à s'électrifier progressivement.

Si vous le pouvez, profitez-en, car sauf nouveau changement de cap, la prochaine Giulia Quadrifoglio sera 100 % électrique, elle.

Mots fléchés

Abandon	Arrêts	Cantique	Continent	Récipient	Grincement	Doucher
Bévue	Libertés d'action	Divinité		Arrêt organique		Organe d'un organe
					Monarque	
Pagne			Habitant un pays européen			
Mentionnées						
			Liquide vital		Tel quel	
					Incroyables	
Entre-croiser des fils				Dieu égyptien du disque solaire	Affluent de la Dordogne	
Tonneau					Moquerie	
		Germanium	Ville de carnaval	Souveraine		Terroristes basques
Pistolet semi-automatique (Parabellum)				Doucereuse	Capitale de l'Italie	Nazi
Inspide			Ionium		Objets enfantins	
			Amusement		Roi des francs	
Équerre		Plante herbacée			Petit cigare	
Chemin de brousse		Style			Raillerie	
			Le Messie			Capture
						Conduire
Petit de l'ânesse	Pour remplacer		Enveloppe de tissu		Familles d'ongüles à bois ramifiés	Arme de guerre
	Polygone de huit côtés		Mamelle		Mer	
		Chastes			Astique	
Organe lymphoïde situé dans l'abdomen	Accostage	Vieil instrument Longues périodes			L'Irlande poétique	
			Transpiration		Belle fleur	
					Avant le saut (course d')	
Côté			Samarium		Lavabo	
Vêtement ample			Monnaies roumaines			
		Prénom féminin			Belle fleur	Désir
		Monument funéraire				Prolongement
Mauvais cheval				Officiers féminins		
Acide désoxyribo-nucléique				Saisons		
		Possessif			Négation	Lettre grecque
		Cubes de jeu			Train de banlieue	Troublé
Poète épique			Après bis		Puni	
Argent						
	Île italienne			Dedans	Plaça	
Anneau de cordage			Certain		Vapeur d'eau	

Réductions de 40% sur les vols internationaux à l’occasion de l’Aïd El-Fitr

La compagnie aérienne Air Algérie a annoncé, lundi dans un communiqué, une réduction exceptionnelle pouvant atteindre jusqu’à 40% sur les tarifs des vols à l’occasion de l’Aïd El-Fitr. Cette offre spéciale prévoit des remises de 40% pour la classe économique et 25% pour la classe affaires, précise le communiqué. Les réservations sont ouvertes à partir de ce lundi et ce jusqu’au 10 mars, pour les vols prévus entre le 12 et le 27 mars, date limite de retour, ajoute la même source.



MÉTALUX PRÉCIEUX
L’or bondit de plus de 2%

Les prix de l’or ont grimpé de plus de 2% lundi, porté par l’escalade militaire dans le Golfe, les investisseurs se tournant massivement vers les valeurs refuges face aux incertitudes géopolitiques. Dans la matinée, l’or au comptant a gagné 2,3% à 5,395,99 dollars l’once, après avoir atteint un sommet de plus de quatre semaines plus tôt dans la séance. Il avait enregistré un record à 5,594,82 dollars le 29 janvier. Les contrats à terme sur l’or américain ont progressé de 3,1% à 5,411,40 dollars l’once. Le métal jaune a enregistré cette année des records successifs, porté par l’intensification des incertitudes politiques et économiques mondiales. La dernière flambée s’ajoute à une hausse de 64% en 2025, alimentée par des achats massifs des banques centrales, des flux importants vers les fonds indiciels cotés et les anticipations d’un assouplissement de la politique monétaire américaine. L’argent au comptant a progressé de 1,4% à 95,17 dollars l’once, après avoir atteint son plus haut niveau depuis le 30 janvier. Le platine au comptant a reculé de 0,3% à 2357,05 dollars l’once, tandis que le palladium a avancé de 1,7% à 1815,89 dollars.

APS

ORAN
Saisie de plus de 8.200 comprimés de psychotropes et arrestation de deux individus

Les services de police d’Oran ont procédé à l’arrestation de deux individus activant au sein d’un réseau criminel spécialisé dans le trafic de drogues dures et saisi plus de 8.200 comprimés de psychotropes, a-t-on appris, lundi, auprès de la Sûreté de wilaya. L’opération a été menée suite à des informations recueillies sur le terrain par les éléments de la sixième sûreté urbaine de "Belgaïd", indiquant que les deux membres du réseau se livraient à la commercialisation et au stockage de ces substances toxiques, utilisant leurs domiciles comme lieux de stockage, a précisé la cellule de communication et des relations publiques. Après surveillance et filature de leurs activités suspectes et l’accomplissement de l’ensemble des procédures légales, les deux individus ont été arrêtés et 8.280 comprimés de psychotropes de type "ecstasy" ont été saisis. Une procédure judiciaire a été engagée contre les deux suspects, qui ont été présentés devant la justice. Un mandat de dépôt a été émis à leur encontre pour trafic de drogues dures et de substances psychotropes, selon la même source.

APS

ESCALADE MILITAIRE AU MOYEN-ORIENT

Tebboune s’entretient par téléphone avec les dirigeants de pays arabes frères

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu, dimanche soir, des entretiens téléphoniques avec ses frères dirigeants de certains pays arabes frères, au cours desquels ont été évoqués les derniers développements de l’escalade militaire au Moyen-Orient. Le président de la République a eu un entretien téléphonique avec son frère, le prince héritier du Royaume d’Arabie saoudite, pays frère, son Altesse Mohammed ben Salmane, au cours duquel il a pris de ses nouvelles ainsi que de celles de Sa Majesté le Roi, Serviteur des Lieux Saints de l’Islam, et du peuple saoudien frère en ces circonstances difficiles que traverse la région du Moyen-Orient, souhaitant le retour de la paix et de la sécurité dans les "plus brefs délais". Le président de la République s’est également entretenu par téléphone avec son frère Abdallah II, souverain du Royaume hachémite de Jordanie, pays frère, sur la situation dans la région et ses répercussions sur le peuple jordanien frère, souhaitant "le retour du calme et de la paix en Jordanie et dans l’ensemble de la région". Le président de la République a aussi eu un



entretien téléphonique avec son frère, l’Emir de l’Etat frère du Qatar, son Altesse Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani, au cours duquel ils ont évoqué l’évolution de la situation au Moyen-Orient. Lors de l’échange, Monsieur le président a exprimé son plein soutien au rôle de médiation de Son Altesse l’Emir de l’Etat du Qatar pour mettre fin à la dangereuse escalade au

Moyen-Orient, souhaitant "un retour rapide au calme et à la paix dans la région". Le président de la République s’est, en outre, entretenu par téléphone avec son frère, le Sultan d’Oman, pays frère, sa Majesté Haitham ben Tariq, avec lequel il a évoqué les derniers développements de la dangereuse escalade militaire dans la région du Moyen-Orient. Lors de l’échange, Monsieur le président a exprimé à sa Majesté le Sultan d’Oman son espoir de voir un retour de la sécurité, de la paix et du calme dans la région, appréciant "le rôle de la médiation omanaise et les résultats très positifs obtenus". Le président de la République a également eu un entretien téléphonique avec son frère, son Altesse Cheikh Mechaal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, Emir de l’Etat frère du Koweït, au cours duquel ils ont évoqué la grave détérioration de la situation sécuritaire au Moyen-Orient. Le président de la République a exprimé à son frère l’Emir de l’Etat frère du Koweït "son soutien en faveur d’un rétablissement rapide de la paix et de la sécurité, de manière à préserver les intérêts et l’intégrité du peuple koweïtien frère".

APS

APN

Le projet de loi de règlement budgétaire de l’exercice 2023 présenté

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a présenté, lundi, le projet de loi de règlement budgétaire de l’exercice 2023 devant les députés de l’Assemblée populaire nationale (APN), lors d’une séance plénière présidée par M. Brahim Boughali, président de l’Assemblée, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali. Dans sa présentation, M. Bouzred a expliqué que ce projet de loi, qui contient les résultats de la mise en œuvre de la loi de finances, montre que le montant des recettes réali-

sées en 2023 a dépassé 9017 milliards de dinars, soit une hausse de plus de 24% par rapport aux recettes réalisées en 2022. Selon le ministre, ces recettes comprennent 7393 milliards de dinars de recettes fiscales, dont 3850 milliards de dinars de fiscalité pétrolière, et environ 87 milliards de dinars de revenus du domaine de l’Etat, en plus de 1342 milliards de dinars de bénéfices issus des contributions de l’Etat dans le secteur économique. En revanche, les charges budgétaires effectives ont atteint 10592

milliards de dinars, dont 5339 milliards de dinars consacrés aux transferts, 3213 milliards de dinars destinés aux dépenses de personnel, 1188 milliards de dinars à l’investissement et 354 milliards de dinars au fonctionnement des services. Dans sa présentation, le ministre a indiqué que le projet de loi de règlement budgétaire vise essentiellement à refléter fidèlement les recettes et les dépenses effectives de l’Etat, selon les données enregistrées au cours de l’exercice 2023, affirmant que ce texte s’inscrit dans

le cadre "d’une approche juridique et comptable rigoureuse, fondée sur l’application des règles de comptabilité publique et des normes financières établies". Il a également précisé que le projet de loi "est accompagné d’un rapport ministériel détaillé, établi conformément aux normes de contrôle financier en vigueur, garantissant ainsi la crédibilité et la transparence de la présentation des données et permettant aux députés d’exercer leur rôle de contrôle sur des bases précises et fiables".

APS

UNIVERSITÉ DJILALI-LIABÈS DE SIDI BEL-ABBES

Lancement de la première session de formation en «Design thinking»

La Faculté de médecine Taleb-Mourad de l’Université Djilali-Liabès de Sidi Bel-Abbes a lancé la première session de formation consacrée à la méthodologie du "Design thinking", au profit des étudiants porteurs de projets innovants, dans le cadre de l’ancrage de la culture de l’innovation et du renforcement de l’esprit entrepreneurial, a indiqué, lundi, la cellule de communication de l’université. La même source a précisé que cette initiative s’inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l’arrêté ministériel N. 008, modifiant et complétant l’arrêté 1275, relatif au renforcement des mécanismes de soutien à l’innovation et à l’accompagnement des étudiants porteurs de projets. Elle est organisée sous la

supervision de la cellule de suivi de la Faculté de médecine. La formation comprend plusieurs axes, notamment l’application de la méthodologie du "Design thinking" aux projets étudiants, en particulier les étapes d’identification des besoins des bénéficiaires, de définition des problématiques, de génération d’idées innovantes et de test des solutions proposées. Dans ce contexte, les enseignants encadreurs proposent des explications détaillées appuyées par des applications pratiques, visant à clarifier les concepts fondamentaux de la méthodologie et à orienter les étudiants vers l’adoption des meilleures pratiques dans le développement de leurs projets, afin d’accroître les chances de leur concrétisation

dans le cadre de l’entrepreneuriat universitaire, selon la même source. Il est à noter que cette initiative se poursuivra, durant le mois de mars, avec le lancement de deux autres sessions de formation consacrées au "business model canvas" et au "prototyping", dans le cadre des efforts déployés par l’université, en coordination avec la Commission nationale de coordination pour le suivi de l’innovation et des incubateurs universitaires, afin de renforcer l’écosystème de l’innovation au sein du milieu universitaire et d’accompagner les étudiants dans la transformation de leurs idées en projets économiques concrétisables, a-t-on souligné.

APS